

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

N° 120 – septembre 2004

- Réunion -

Sommaire

<i>Synthèse</i>	2
1. L'évolution financière	4
1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit	4
1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière	7
1.2.1 Ensemble des actifs financiers	7
1.2.2 Ensemble des dépôts	9
1.2.3 Dépôts à vue	11
1.2.4 Placements liquides ou à court terme	13
1.2.5 Epargne à long terme	15
1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée	19
1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière	21
1.3.1 Ensemble des concours consentis	21
1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux	23
1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement	27
1.3.4 Données historiques sur les concours distribués	29
1.4 Position extérieure nette du système bancaire local	32
2. Rappel des taux	34
2.1 Taux du marché	35
2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	35
2.1.2 Taux de base bancaire	35
2.2 Taux d'intérêt légal	36
2.3 Taux de l'usure	36
2.3.1 Crédits aux particuliers	36
2.3.2 Crédits aux entreprises	36
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	37
3. Monnaie Fiduciaire	40
3.1 Emission de billets en euros	41
3.2 Emission de pièces en euros	42

La conjoncture financière et bancaire du second trimestre 2004 est marquée par une accélération de **l'activité des établissements de crédit locaux**, particulièrement notable en ce qui concerne la distribution de crédits aux sociétés non financières. En effet, sur une progression de 226 millions d'euros de l'encours total des crédits octroyés par les banques locales entre fin mars et fin juin (+ 13 % en rythme annuel – R.A.), 100 millions d'€ concernent les entreprises et 90 millions d'€ le marché des particuliers, dont le dynamisme n'est pas nouveau. Le système bancaire local contribue de plus en plus largement au financement de l'économie (72 % de l'ensemble des concours contre moins de 70 % un an plus tôt), le niveau des engagements des établissements non installés dans le département ayant stagné entre fin juin 2003 et fin juin 2004.

La collecte de dépôts est également orientée à la hausse, tirée par l'épargne des particuliers qui progresse de 196 millions d'€ au second trimestre (+18,5 % en rythme annuel), tandis que la valeur totale des actifs détenus par l'ensemble des agents n'augmente que de 129 millions d'€ (+ 7,5 % en R.A.). Ainsi, le léger ralentissement de la consommation observé par l'IEDOM au second trimestre pourrait être relié à un effort d'épargne plus prononcé des ménages, notamment en faveur des placements à long terme adossés aux marchés des actions (OPCVM Titres, Assurance Vie, Portefeuilles titres). Ces produits bénéficient de la confiance retrouvée des investisseurs dans une conjoncture économique mondiale plus favorable.

Dans ce contexte de croissance rapide des octrois de crédits et de collecte de dépôts plus largement dirigée vers des placements situés en dehors du département, le déficit net du système bancaire local vis-à-vis de l'extérieur s'est à nouveau dégradé. Au 30 juin 2004, il atteint 1 494 millions d'euros, soit plus de 20 % du total des crédits accordés par les banques locales.

L'analyse des concours montre qu'au second trimestre, **les entreprises** ont emprunté pour financer à la fois leurs investissements (+ 12 % de hausse des encours en R.A.) et leurs besoins d'exploitation (+ 11,9 % en R.A.). Pour **les entrepreneurs individuels**, le recours au crédit a été plus modéré (+ 5,6 % en R.A.) et a concerné principalement les investissements (+ 27,6 % en R.A.). S'agissant du marché des **particuliers**, si les prêts immobiliers ont continué à progresser rapidement (+ 11,4 % en R.A.), ce sont les crédits à la consommation qui ont été les plus dynamiques (+ 14,3 % en R.A.).

Le développement du crédit s'effectue dans un environnement favorable en terme de taux d'intérêts et de maîtrise des risques. L'enquête sur le **coût du crédit aux entreprises** à la Réunion, réalisée en juillet 2004, montre que les conditions de financement des investissements se sont améliorées de 22 points de base rapport au mois de janvier, le taux moyen des crédits à moyen et long terme s'établissant à 4,53 % contre 4,75 %. En revanche, pour les concours à court terme, une hausse de 37 points de base du taux moyen pondéré est constatée (6,15 % au mois de juillet 2004). Ce renchérissement des conditions débitrices de courte durée résulte principalement des découverts bancaires (+ 81 points de base) et des autres crédits à court terme (+ 79 points de base), tandis que le taux d'escompte commercial diminuait de 28 points de base.

Enfin, avec 465 millions d'€ de créances douteuses brutes au 30 juin 2004, le **niveau de risque** auquel sont confrontés **les établissements locaux**, matérialisé par le rapport entre les créances douteuses brutes et le montant total des crédits consentis, enregistre une nouvelle baisse et atteint son plus bas niveau depuis fin 2000, soit 6,25 %. Au niveau national, le taux de créances douteuses brut de l'ensemble du système bancaire est voisin de 5 %.

1. L'évolution financière

1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit

✓ **Activité**

Selon les dirigeants des établissements de crédit, l'activité du secteur bancaire et financier au second trimestre de l'année 2004, en terme de collecte de dépôts et de distribution de crédits, a retrouvé la vigueur observée en fin d'année 2003. Seul le marché des crédits d'exploitations aux entreprises est en recul, tandis que le financement de l'équipement professionnel est en nette progression.

S'agissant des particuliers, l'octroi des crédits à l'habitat garde un rythme de croissance très élevé et la progression des financements à la consommation s'accélère.

Les anticipations des dirigeants pour le troisième trimestre 2004 demeurent positives, mais s'affichent en légère baisse pour la majorité des marchés ; seuls les crédits d'exploitation aux entreprises et à la consommation des particuliers devraient croître de manière plus rapide.

✓ **Exploitation**

En liaison avec la hausse des encours, le produit net bancaire est favorablement orienté. En effet, la dynamique de croissance des produits issus des commissions s'essouffle, l'exploitation de ce gisement de recettes arrivant désormais à maturité. Les autres indicateurs d'exploitation des établissements de crédit se dégradent légèrement, qu'il s'agisse des charges d'exploitation ou du coût du risque. Toutefois, la forte dégradation du coût du risque anticipée à la fin du premier trimestre 2004 (pour mémoire, - 37 % de solde d'opinions négatives) n'a pas eu lieu (solde d'opinion positif à 16 %). Au final, le résultat net reste bien orienté au second trimestre 2004. Pour le troisième trimestre, une majorité des dirigeants anticipent cependant une moindre progression du résultat de leur établissement du fait du ralentissement des indicateurs d'activité et du produit net bancaire et ce, malgré une amélioration attendue du coût du risque.

✓ **Autres indicateurs**

Pas de dégradation observée du climat social au second trimestre dans un environnement économique général perçu en amélioration. Cette même tendance est attendue au troisième trimestre 2004.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (16 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte douze questions, visant à saisir, sous forme de flèches, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux prêts, ainsi que des opinions relatives à des situations (Produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions sur créances douteuses, résultat, effectifs, climat social et environnement économique).

Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts).

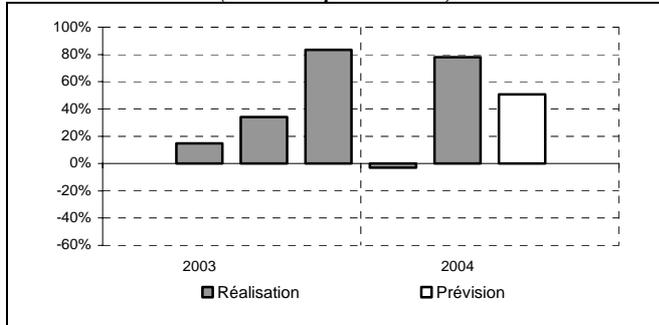
Les chiffres ainsi obtenus, donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

1. L'évolution financière

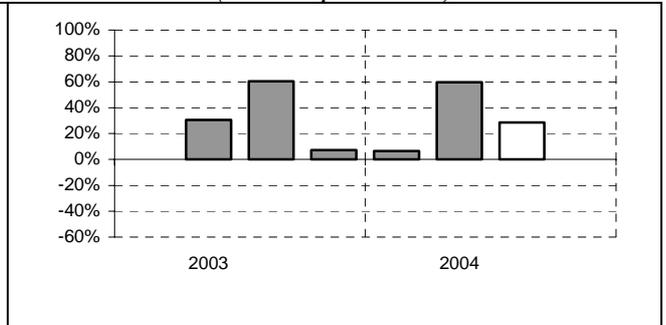
Principaux résultats de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 30 juin 2004

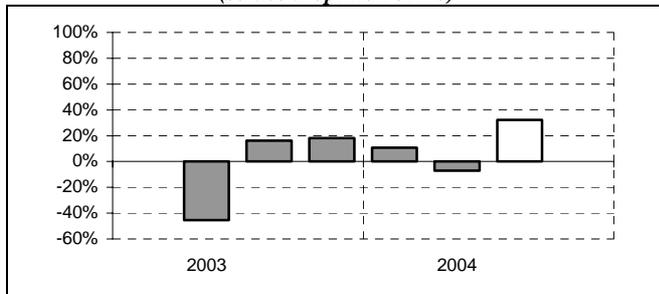
Tendance des dépôts collectés
(soldes d'opinion bruts)



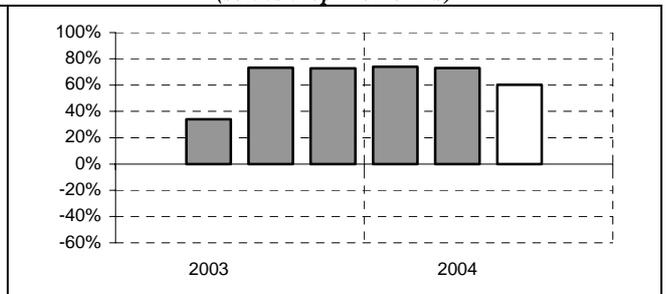
Production de crédits d'équipement aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



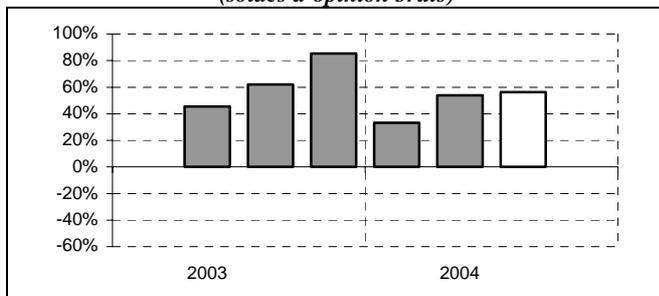
Production de crédits d'exploitation aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



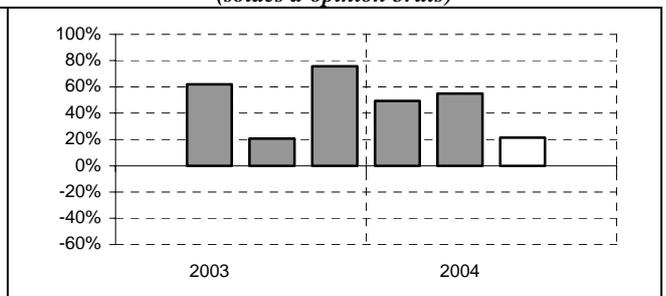
Production de crédits à l'habitat des particuliers
(soldes d'opinion bruts)



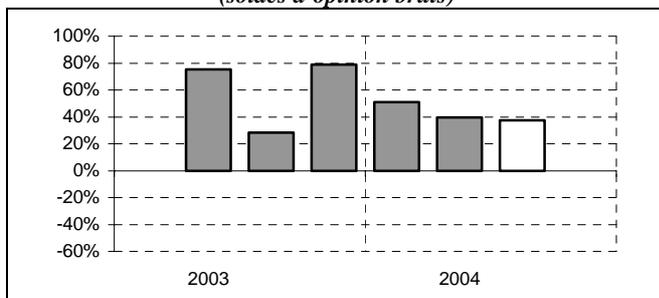
Production de crédits à la consommation (particuliers)
(soldes d'opinion bruts)



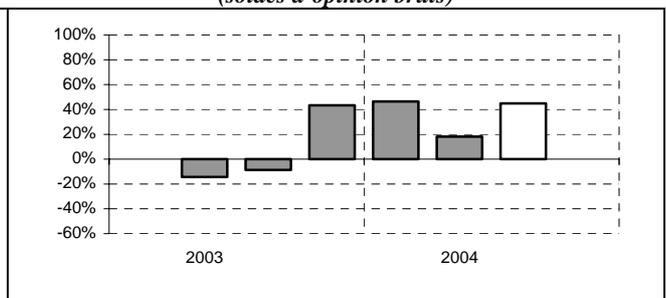
Tendance du produit net bancaire
(soldes d'opinion bruts)



Tendance des commissions prélevées
(soldes d'opinion bruts)



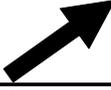
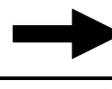
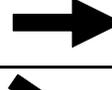
Tendance du coût du risque
(soldes d'opinion bruts)



1. L'évolution financière

Résultats détaillés de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 30 juin 2004¹

	<i>pour mémoire PREVISIONS établies au trimestre précédent</i>	EVOLUTION enregistrée au 2er trim. 2004 par rapport au 1er trim. 2004	PREVISIONS établies au 2er trim. 2004 pour le 3ème trim. 2004
1. Dépôts	52,97%	 77,94%	 50,70%
2. Crédits d'équipement aux entreprises	48,18%	 59,73%	 28,60%
3. Crédits d'exploitation aux entreprises	41,90%	 -7,15%	 32,20%
4. Crédits à l'habitat des Particuliers	89,06%	 73,04%	 60,28%
5. Crédits à la consommation des Particuliers	55,20%	 53,93%	 56,24%
6. Produit net bancaire	44,04%	 54,96%	 21,37%
7. Commissions	35,24%	 24,81%	 22,81%
8. Charges d'exploitation	2,90%	Dégradation 1,15%	Stabilité 0,00%
9. Provisions - Coût du risque	-36,93%	Dégradation 16,27%	Amélioration 40,01%
10. Résultat	43,74%	 39,18%	 6,44%
11. Effectifs	11,49%	 -9,09%	 5,17%
12. Climat social	0,53%	Stabilité 0,00%	Stabilité 0,00%
13. Environnement économique	10,50%	Amélioration 1,07%	Amélioration 24,17%

¹ Etablissements concernés par cette enquête : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem et la Poste.

1. L'évolution financière

1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 Ensemble des actifs financiers

Au second trimestre 2004, l'encours global des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais auprès des établissements de crédit de la Réunion s'établit à 7 244 millions d'euros et progresse de + 6,6 % en rythme annuel contre + 3,3 % le trimestre précédent. Ce niveau de croissance reste toutefois inférieur à celui observé sur les 12 derniers mois (+ 8,9 %).

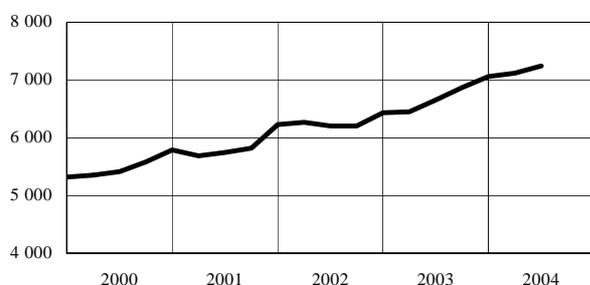
Au sein de ces actifs, le poids des placements à long terme continue de s'accroître régulièrement (36,4 % de l'ensemble des actifs financiers au 30 juin 2004 contre 33,8 % un an auparavant) au détriment des placements liquides ou à court terme (34,5 % du total au 30 juin 2004 contre 37,7 % un an auparavant) rendus moins attractif par le faible niveau des taux de marché. Les dépôts à vue constituent le solde de ces actifs, soit 29,1 % du total fin juin 2004.

Plus que jamais, les particuliers sont les principaux détenteurs de l'épargne financière (64,3 % du total en juin 2004 contre 63 % fin juin 2003), le reste se répartissant entre les sociétés non financières (20,6 % en fin juin 2004 contre 20,4 % un an plus tôt), les entrepreneurs individuels (7,0 % contre 7,2 %) et les autres agents (8,0 % contre 9,4 %).

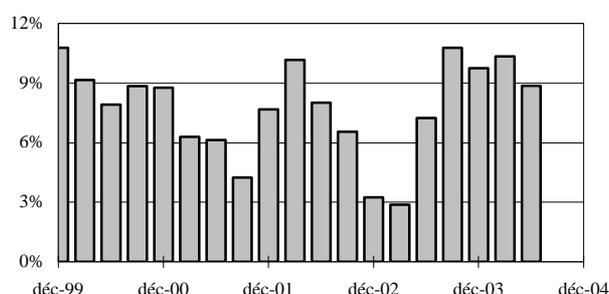
Evolution des actifs financiers

Ensemble des actifs financiers

en millions d'euros

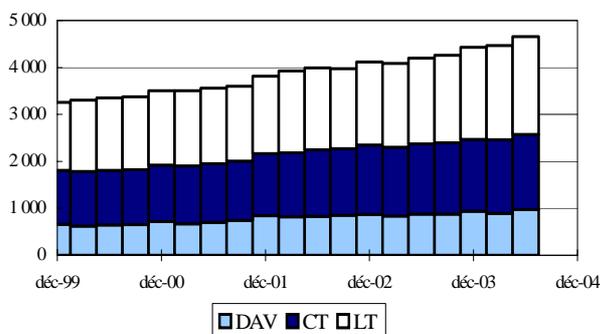


Variations trimestrielles en glissement annuel



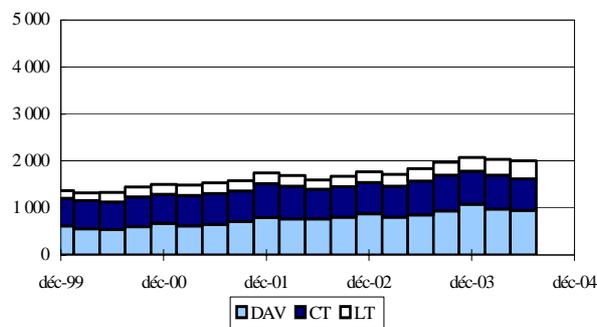
Actifs financiers des particuliers

en millions d'euros



Actifs financiers des entreprises

en millions d'euros



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
En millions d'euros				
Au 30 juin 2004	2 108	2 502	2 635	7 244
Part en %	29,1%	34,5%	36,4%	100%
Au 30 juin 2003				
Au 30 juin 2003	1 902	2 506	2 248	6 655
Part en %	28,6%	37,7%	33,8%	100%

Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
En millions d'euros	207	-4	387	590
Variation en %	10,9%	-0,2%	17,2%	8,9%
Variation 2003 / 2002				
En millions d'euros	126	174	150	450
Variation en %	7,1%	7,5%	7,1%	7,3%

Répartition des actifs financiers par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	4 658	511	1 493	582	7 244
Part en %	64,3%	7,0%	20,6%	8,0%	100%
Au 30 juin 2003	4 196	478	1 358	623	6 655
Part en %	63,0%	7,2%	20,4%	9,4%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	463	32	135	-40	590
Variation en %	11,0%	6,7%	9,9%	-6,5%	8,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	207	72	167	4	450
Variation en %	5,2%	17,7%	14,0%	0,7%	7,3%

1. L'évolution financière

1.2.2 Ensemble des dépôts (à vue, liquide et à court terme)

L'encours de l'ensemble des dépôts détenus par les agents économiques réunionnais s'est stabilisé au second trimestre 2004 après la contraction enregistrée sur les premiers mois de l'année et atteint 4.610 millions d'euros à fin juin 2004. Cette relative atonie de l'évolution des dépôts (+ 4,6 % sur un an) traduit deux évolutions distinctes : la croissance des dépôts à vue est masquée par la légère diminution des placements liquides ou à court terme (DAT, bons de caisse) dont les rendements souffrent des faibles rémunérations qu'offrent les marchés. En conséquence, une partie de cette catégorie d'épargne a été transférée vers des placements à plus long terme mieux rémunérés. Ce mouvement est par ailleurs amplifié par un phénomène de diminution des actifs financiers conservés à la Réunion par les institutionnels (autres agents et clientèle diverse), habituellement positionnés sur ce type de produits.

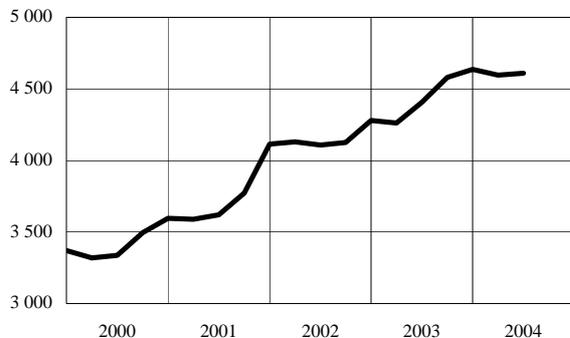
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-0,8%	3,6%	17,9%	41,5%
Année 2002	1,7%	-2,3%	1,8%	15,9%
Année 2003	-1,8%	14,5%	16,8%	5,0%
Année 2004	-3,5%	1,2%		

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	8,1%	8,5%	7,9%	14,5%
	15,1%	13,5%	9,4%	4,0%
	3,1%	7,3%	11,1%	8,3%
	7,9%	4,6%		

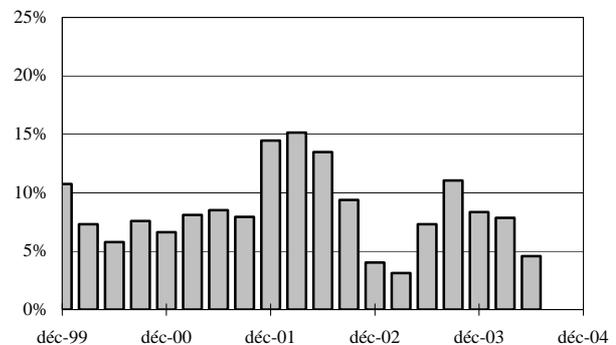
Evolution des dépôts

Ensemble des dépôts

En millions d'euros

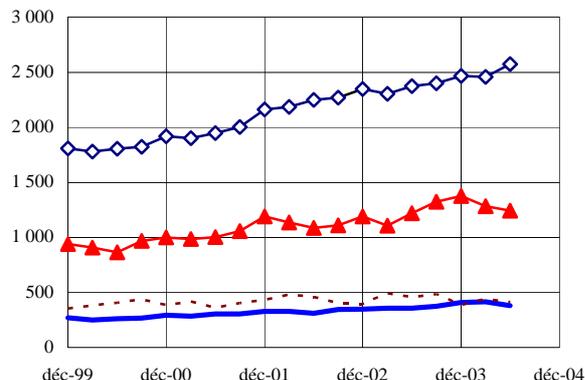


Variations trimestrielles en glissement annuel

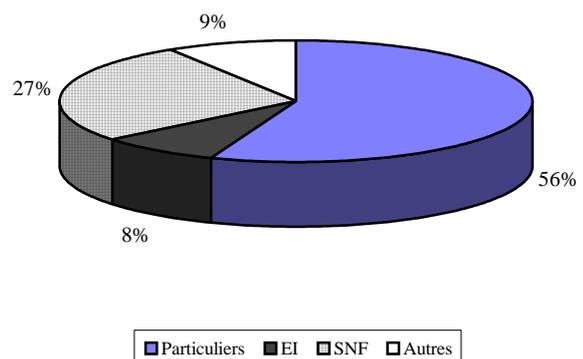


Dépôts par agent économique

En millions d'euros



Répartition par agent économique



1. L'évolution financière

Répartition des dépôts par nature

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
En millions d'euros			
Au 30 juin 2004	2 108	2 502	4 610
Part en %	45,7%	54,3%	100%
Au 30 juin 2003	1 902	2 506	4 407
Part en %	43,1%	56,9%	100%

Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2003 / 2002			
En millions d'€	207	-4	203
Variation en %	10,9%	-0,2%	4,6%
Variation 2002 / 2001			
En millions d'€	126	174	300
Variation en %	7,1%	7,5%	7,3%

Répartition des dépôts par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	2 575	380	1 243	411	4 610
Part en %	55,9%	8,2%	27,0%	8,9%	100%
Au 30 juin 2003	2 373	355	1 220	459	4 407
Part en %	53,8%	8,1%	27,7%	10,4%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	202	25	23	-47	203
Variation en %	8,5%	7,0%	1,9%	-10,3%	4,6%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	124	44	132	NS	300
Variation en %	5,5%	14,1%	12,1%	NS	7,3%

1. L'évolution financière

1.2.3 Dépôts à vue

L'encours des dépôts à vue recommence à progresser fin juin 2004 (de + 6,0 % en rythme annuel au second trimestre et de + 10,9 % de juin 2003 à juin 2004) mais ne retrouve pas, avec 2 108 millions d'euros, le niveau enregistré en fin d'année 2003 (2 234 millions d'euros).

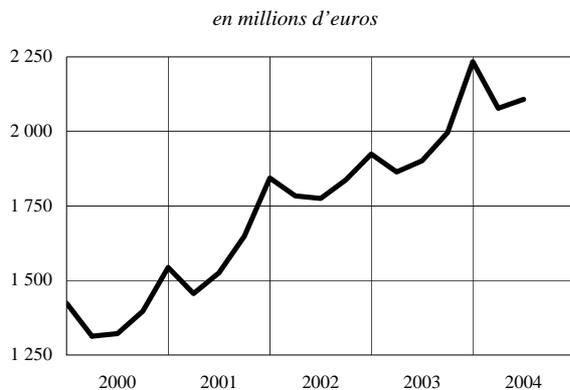
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-21,0%	20,5%	36,3%	56,5%
Année 2002	-12,4%	-1,9%	14,6%	20,4%
Année 2003	-11,9%	8,3%	21,3%	57,2%
Année 2004	-25,2%	6,0%		

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	10,9%	15,4%	18,0%	19,4%
	22,5%	16,4%	11,4%	4,4%
	4,5%	7,1%	8,6%	16,1%
	11,5%	10,9%		

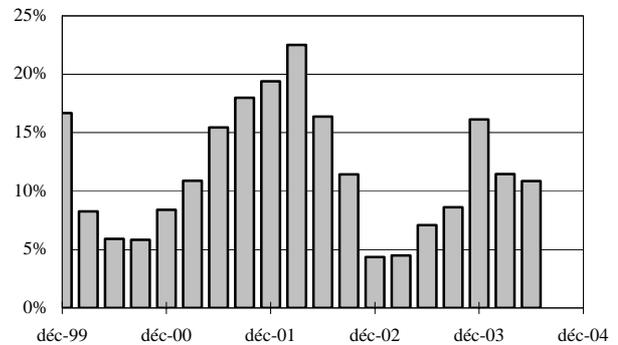
Si le recul observé au premier trimestre 2004 avait touché tous les types d'agents économiques, la hausse du second trimestre masque pour sa part une nouvelle diminution des encours de dépôts à vue des sociétés non financières (-0,9 % en rythme annuel), des entrepreneurs individuels (- 12,9 % en rythme annuel) et des autres agents (- 24,4 % en rythme annuel) et une sensible progression des encours des particuliers (+ 36,8 % en rythme annuel) effaçant la baisse du premier trimestre.

Evolution des dépôts à vue

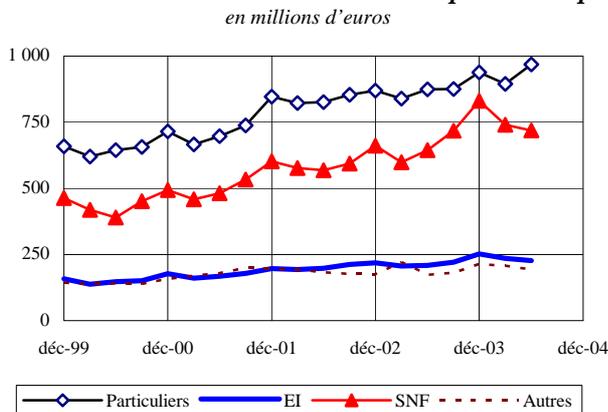
Ensemble des dépôts à vue



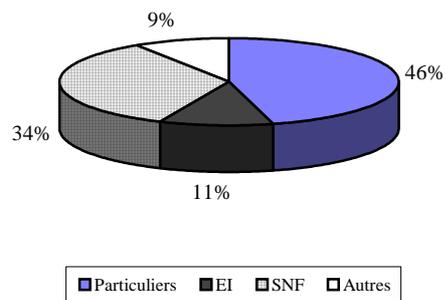
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue par agent économique

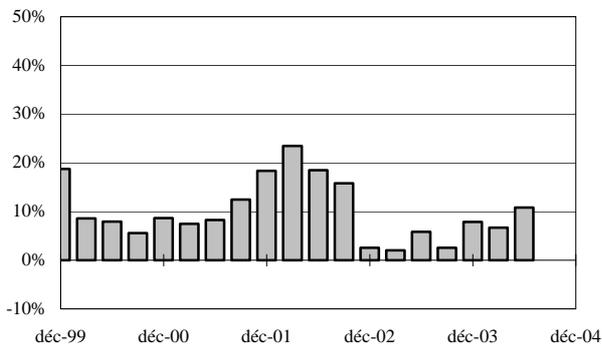


Répartition par agent économique

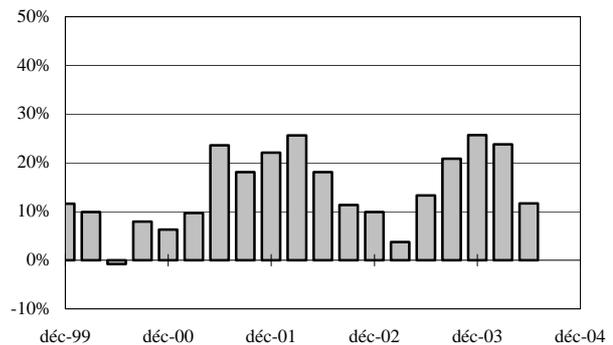


1. L'évolution financière

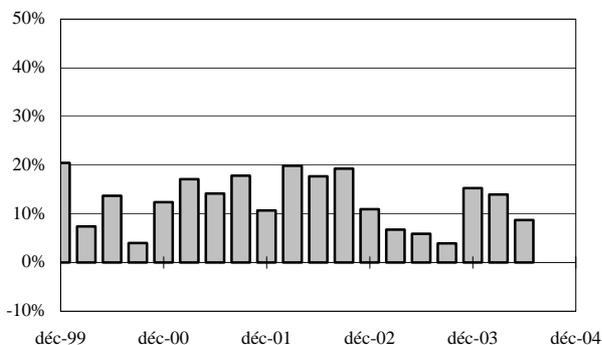
Dépôts à vue des particuliers
Variations trimestrielles en glissement annuel



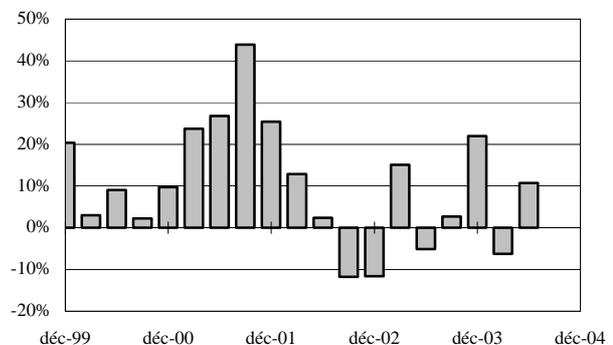
Dépôts à vue des sociétés non financières
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue des entrepreneurs individuels
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue des autres agents économiques
Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	969	227	719	193	2 108
Part en %	46,0%	10,8%	34,1%	9,1%	100%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	874	209	644	174	1 902
Part en %	46,0%	11,0%	33,9%	9,2%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	95	18	75	19	207
Variation en %	10,8%	8,7%	11,6%	10,7%	10,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	48	12	76	-9	126
Variation en %	5,8%	5,9%	13,3%	-5,1%	7,1%

1. L'évolution financière

1.2.4 Placements liquides ou à court terme¹

Les placements liquides ou à court terme se replient légèrement au deuxième trimestre 2004 (de - 2,6 % en rythme annuel et de - 0,2 % entre juin 2003 et juin 2004) pour atteindre 2 502 millions d'euros à fin juin 2004. Il correspond à un mouvement plus global de repositionnement de l'épargne des agents économiques vers des placements plus rémunérateurs mais également moins liquides et plus risqués.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	16,9%	-6,9%	5,8%	30,7%
Année 2002	14,3%	-2,6%	-7,1%	12,3%
Année 2003	7,1%	19,5%	13,5%	-25,5%
Année 2004	20,6%	-2,6%		

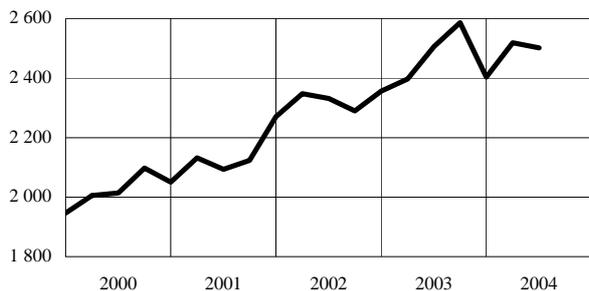
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	6,3%	4,0%	1,2%	10,7%
	10,1%	11,4%	7,8%	3,8%
	2,1%	7,5%	13,0%	2,0%
	5,1%	-0,2%		

La majorité des produits d'épargne, à l'exception de ceux rémunérés aux taux de marché et des livrets 'A', continuent néanmoins de progresser, mais à un rythme de moins en moins rapide. Seule la collecte des livrets d'épargne populaire continue d'accélérer en juin 2004 (+ 23,4 % de juin 2003 à juin 2004).

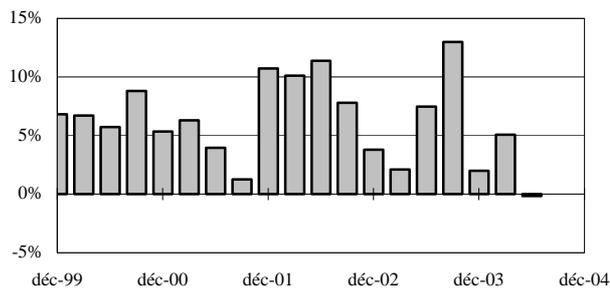
Evolution des placements liquides ou à court terme

Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

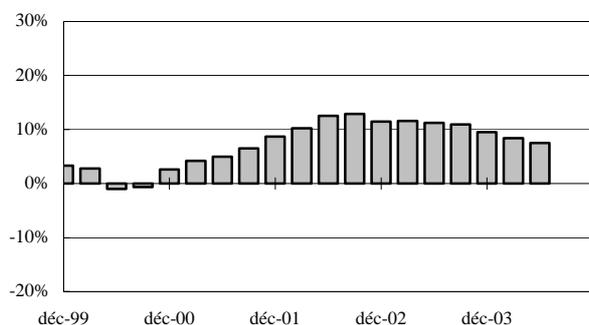


Variations trimestrielles en glissement annuel

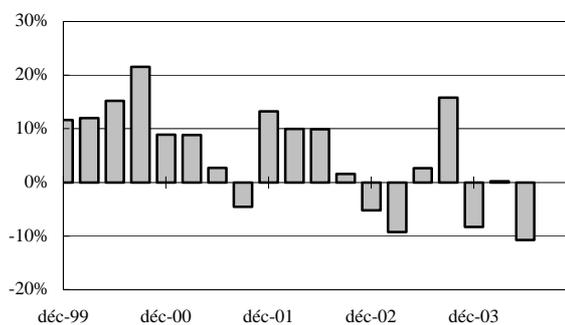


Comptes d'épargne à régime spécial

Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements indexés sur le taux du marché monétaire - Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital :

- comptes d'épargne à régime spécial : Livrets A, livrets ordinaires, livrets Jeunes, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, comptes d'épargne logement.
- produits indexés sur le taux du marché monétaire : Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôt, OPCVM monétaires.

1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
En millions d'euros							
Au 30 juin 2004	1 340	219	347	43	142	410	2 502
Part en %	53,6%	8,7%	13,9%	1,7%	5,7%	16,4%	100%
Au 30 juin 2003							
Au 30 juin 2003	1 242	208	326	48	220	461	2 506
Part en %	49,6%	8,3%	13,0%	1,9%	8,8%	18,4%	100%

Evolution en glissement annuel

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
En millions d'euros	98	11	21	-5	-78	-51	-4
Variation en %	7,9%	5,1%	6,4%	-11,3%	-35,3%	-11,0%	-0,2%
Variation 2003 / 2002							
En millions d'euros	128	18	-66	-14	14	94	174
Variation en %	11,5%	9,6%	-16,8%	-23,0%	6,7%	25,6%	7,5%

Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	1 606	153	524	219	2 502
Part en %	64,2%	6,1%	20,9%	8,7%	100%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	1 499	146	576	285	2 506
Part en %	59,8%	5,8%	23,0%	11,4%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	107	7	-52	-66	-4
Variation en %	7,2%	4,5%	-9,0%	-23,2%	-0,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	76	32	56	9	174
Variation en %	5,3%	28,1%	10,9%	3,4%	7,5%

1. L'évolution financière

1.2.5 Epargne à long terme²

Les placements à long terme continuent de progresser de manière soutenue au cours du deuxième trimestre 2004 pour atteindre 2 635 millions d'euros, en hausse de + 19,6 % en rythme annuel sur le trimestre (après + 17,3 % en mars 2004 et + 25,6 % en décembre 2003) et de + 17,2 % sur un an. Ces placements enregistrent leur septième trimestre consécutif de progression depuis le point bas de septembre 2002.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	0,5%	4,7%	-14,0%	14,0%
Année 2002	4,1%	-7,0%	-4,4%	15,6%
Année 2003	6,8%	11,6%	7,1%	25,6%
Année 2004	17,3%	19,6%		

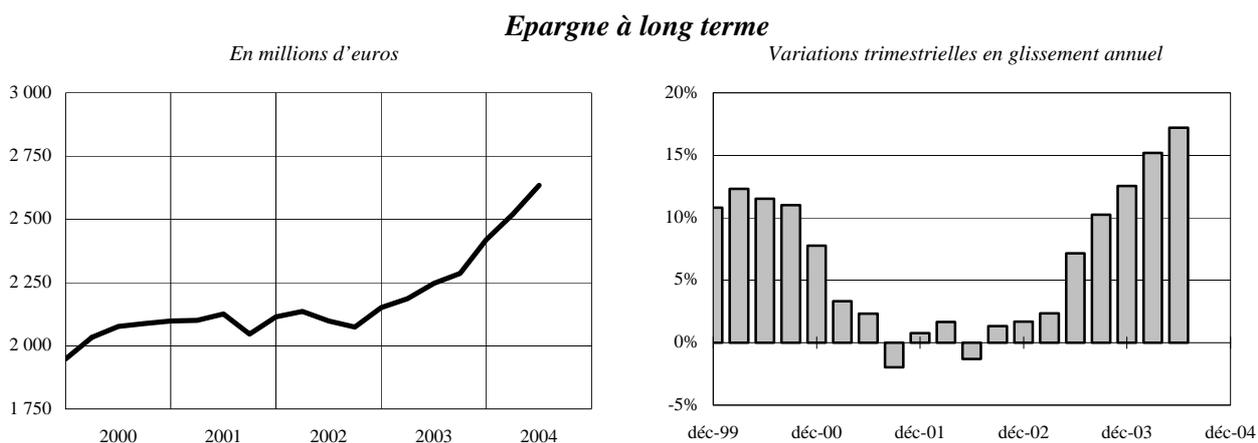
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	3,3%	2,3%	-2,0%	0,8%
	1,7%	-1,3%	1,3%	1,7%
	2,4%	7,1%	10,2%	12,5%
	15,2%	17,2%		

Les plus fortes progressions sont une nouvelle fois enregistrées par les placements en OPCVM titres (+ 37,0 % en rythme annuel sur le trimestre après + 41,7 % en mars 2004) et surtout par les placements en actions (+ 199,7 % en rythme annuel après + 33,4 % précédemment), caractéristique d'une confiance retrouvée des investisseurs dans les marchés financiers. Les encours des placements en assurance-vie enregistrent également un taux de croissance significatif (+ 20,9 % en rythme annuel au deuxième trimestre après + 16,7 % en mars 2004).

A l'inverse, les placements obligataires détenus par les agents économiques diminuent sensiblement au cours du trimestre (- 23,7 % en rythme annuel), les sommes placées au titre des plans d'épargne populaire, malgré un rebond en 2003, continuent de se contracter et la collecte sous forme de plans d'épargne logement s'essouffle (+ 1,1 % en rythme annuel entre mars et juin 2004). Ces évolutions de l'épargne à long terme des réunionnais confirment la bonne santé de la collecte en produits d'assurance-vie ainsi que le retour en grâce des placements boursiers auprès des épargnants, malgré une conjoncture boursière morose depuis le début de l'année 2004.

Par ailleurs, il convient de constater l'évolution rapide de l'épargne à long terme des sociétés non financières (+ 81,3 % sur les douze derniers mois) qui ne représentent toutefois qu'une faible proportion des actifs financiers de ces agents (16,7 % en juin 2004 contre 44,7 % pour les particuliers et 25,4 % pour les entrepreneurs individuels).

Evolution de l'épargne à long terme



² La collecte des statistiques relatives à l'épargne à long terme des agents résidant dans le département présente quelques difficultés susceptibles d'affecter les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance. Les données obtenues permettent toutefois d'estimer les montants investis par les résidents à la Réunion sous forme de placements longs. Ces chiffres n'incluent pas non plus les achats de titres réalisés par les épargnants réunionnais par le biais des courtiers en ligne sur internet.

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP *	Autres actifs **	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	373	388	951	923	2 635
Part en %	14,2%	14,7%	36,1%	35,0%	100%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	302	294	895	757	2 248
Part en %	13,4%	13,1%	39,8%	33,7%	100%

* Plans d'épargne-logement (PEL) et plans d'épargne populaire (PEP)

** inclut principalement les contrats d'assurance-vie

Evolution en glissement annuel

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	71	94	56	166	387
Variation en %	23,6%	31,8%	6,3%	22,0%	17,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	8	27	59	56	150
Variation en %	2,6%	10,0%	7,1%	8,0%	7,1%

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	2 083	130	250	171	2 635
Part en %	79,1%	5,0%	9,5%	6,5%	100%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	1 823	123	138	164	2 248
Part en %	81,1%	5,5%	6,1%	7,3%	100%

Evolution en glissement annuel

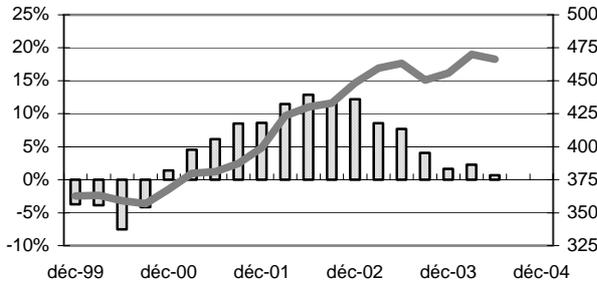
	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	261	7	112	7	387
Variation en %	14,3%	5,9%	81,3%	4,3%	17,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	82	28	35	4	150
Variation en %	4,7%	29,7%	33,9%	2,7%	7,1%

1. L'évolution financière

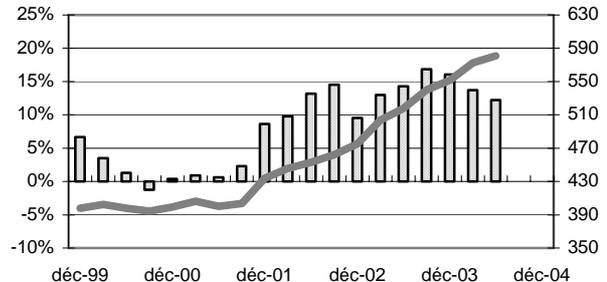
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Produits de placements liquides ou à court terme

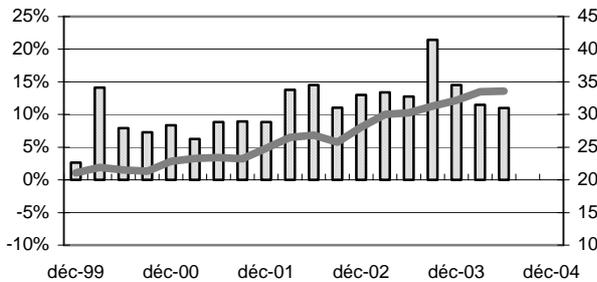
Livrets 'A' des caisses d'épargne



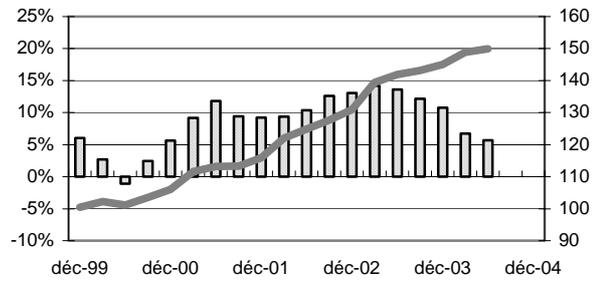
Livrets ordinaires



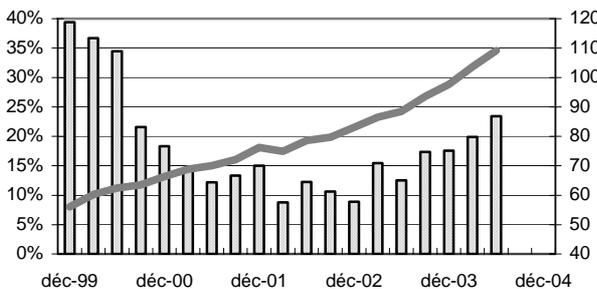
Livrets jeunes



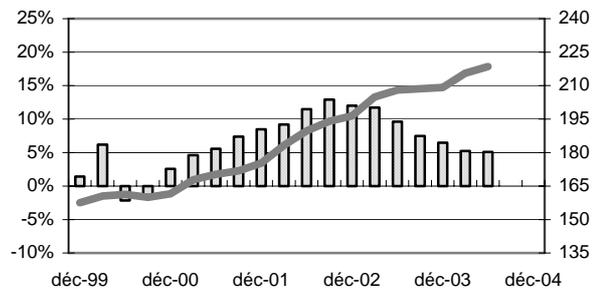
Codevi (comptes de développement industriel)



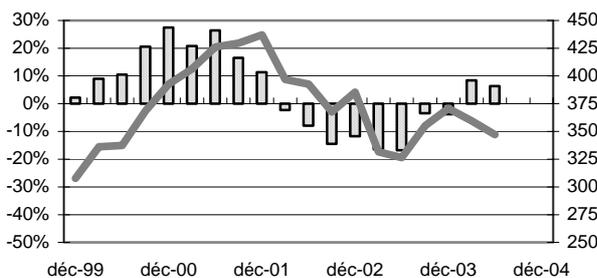
Livrets d'épargne populaire



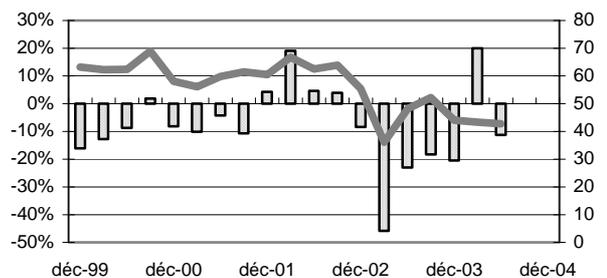
Comptes d'épargne logement



Dépôts à terme



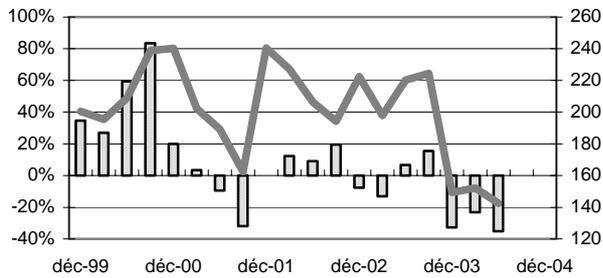
Bons de caisse et bons d'épargne



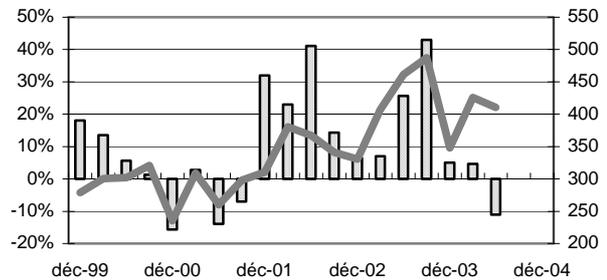
1. L'évolution financière

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Certificats de dépôts négociables

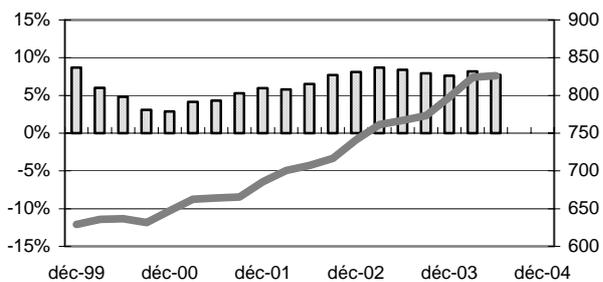


OPCVM monétaires

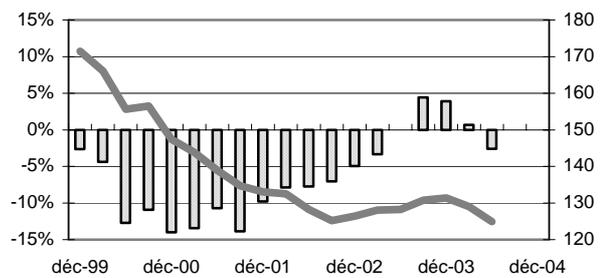


Produits d'épargne à long terme

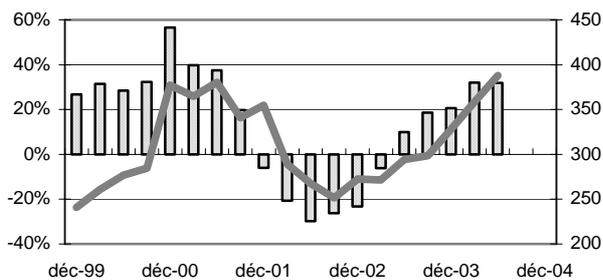
Plans d'épargne logement



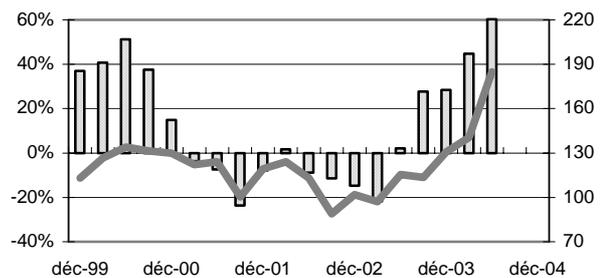
Plans d'épargne populaire



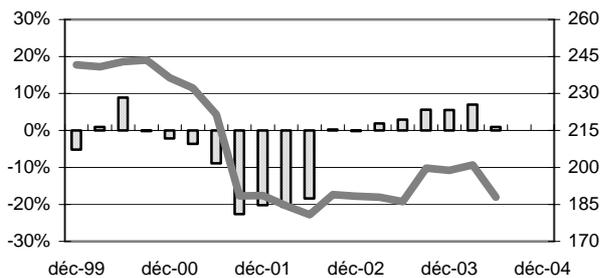
OPCVM titres en portefeuille titres



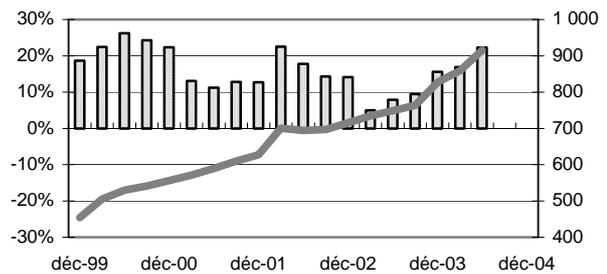
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



Assurance-vie



1. L'évolution financière

1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée

Répartition de l'épargne collectée par catégorie de placements

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Dépôts à vue	1 544	1 844	1 775	1 837	1 924	1 864	1 902	1 995	2 234	2 078	2 108
Placements liquides	2 050	2 270	2 332	2 289	2 356	2 397	2 506	2 586	2 403	2 518	2 502
(dt) Livrets 'A'	368	400	430	433	448	460	463	451	456	470	466
(dt) Livrets ordinaires	399	434	453	462	475	504	518	540	552	573	581
(dt) Livrets jeunes	23	21	27	26	28	30	30	31	32	32	34
(dt) Livrets d'épargne populaire	66	76	79	80	83	86	88	94	98	104	109
(dt) Codevi	106	116	125	128	131	139	142	143	145	149	150
(dt) Livrets d'épargne logement	162	175	190	194	196	205	208	209	209	216	219
(dt) Dépôts à terme	392	437	392	368	385	332	326	355	371	359	347
(dt) Bons de caisse	58	60	63	64	55	36	48	52	44	43	43
(dt) Certificats de dépôt	240	241	206	194	222	198	220	224	149	146	142
(dt) OPCVM monétaires	235	311	367	341	331	407	461	487	348	426	410
Placements à long terme	2 099	2 115	2 098	2 074	2 151	2 187	2 248	2 286	2 420	2 519	2 635
(dt) Plans d'épargne logement	647	686	708	716	741	762	767	773	798	824	826
(dt) Plans d'épargne populaire	147	133	128	125	126	128	128	131	131	129	125
(dt) Autres comptes d'épargne	4	6	6	6	5	5	8	7	7	7	7
(dt) OPCVM titres	377	355	267	252	273	272	294	299	329	358	388
(dt) Actions en portefeuille	366	119	113	89	102	97	115	114	131	141	185
(dt) Obligations en portefeuille	556	189	181	189	188	188	186	200	199	201	188
(dt) Assurance-vie	627	694	697	715	735	749	763	827	859	916	
Total	5 693	6 229	6 205	6 200	6 431	6 448	6 655	6 868	7 058	7 115	7 244

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne collectée par agents économiques

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	3 506	3 817	3 989	3 971	4 117	4 085	4 196	4 258	4 424	4 464	4 658
(dt) Dépôts à vue	716	847	826	855	869	839	874	876	938	896	969
(dt) Comptes d'épargne	1 019	1 111	1 184	1 198	1 235	1 275	1 312	1 325	1 346	1 393	1 408
(dt) Plans d'épargne	718	743	781	766	806	810	816	824	846	849	869
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	161	181	203	175	200	142	133	144	131	114	141
(dt) OPCVM monétaires	25	28	36	41	42	48	54	55	53	56	57
(dt) Actions, obligations, titres	312	280	265	239	249	237	257	270	283	297	299
(dt) Assurance-vie	556	627	694	697	715	735	749	763	827	859	916
Entrepreneurs individuels	400	444	406	458	448	475	478	500	537	567	511
(dt) Dépôts à vue	178	197	197	212	218	206	209	221	252	235	227
(dt) Comptes d'épargne	71	79	84	87	90	95	98	100	103	106	103
(dt) Plans d'épargne	81	81	60	80	66	84	85	86	88	111	88
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	41	49	26	41	34	50	44	49	48	68	44
(dt) OPCVM monétaires	2	2	4	5	5	5	5	5	5	4	6
(dt) Actions, obligations, titres	28	35	35	33	35	35	38	40	41	42	42
Sociétés non financières	1 106	1 301	1 191	1 214	1 319	1 239	1 358	1 469	1 538	1 470	1 493
(dt) Dépôts à vue	493	602	569	594	661	598	644	718	831	740	719
(dt) Comptes d'épargne	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	414	460	403	368	396	332	380	401	348	325	309
(dt) OPCVM monétaires	91	130	116	148	133	178	195	204	196	217	211
(dt) Actions, obligations, titres	108	108	103	104	128	131	138	145	162	187	250
Sociétés d'assurance	165	184	173	173	157	165	159	164	190	178	177
(dt) Dépôts à vue	24	28	30	32	19	30	18	30	38	26	24
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	3	4	4	4	4	4	4	4	5	5	6
(dt) OPCVM monétaires	3	5	4	7	5	5	4	4	7	9	13
(dt) Actions, obligations, titres	135	147	135	131	129	126	132	126	139	139	134
Administrations privées	404	406	359	297	314	367	360	369	267	318	292
(dt) Dépôts à vue	102	137	118	116	127	159	122	122	142	131	130
(dt) Comptes d'épargne	17	18	16	17	18	20	19	20	21	22	22
(dt) Plans d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	28	26	11	16	10	15	20	19	20	27	19
(dt) OPCVM monétaires	100	135	194	129	137	152	179	188	62	115	97
(dt) Actions, obligations, titres	155	91	21	21	22	20	20	20	22	23	24
Administrations publiques	41	10	12	18	18	11	12	12	16	18	15
Adm. de Sécurité Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres agents	71	70	74	67	58	104	91	95	86	100	98
Total	5 693	6 233	6 205	6 200	6 431	6 448	6 655	6 868	7 058	7 115	7 244

1. L'évolution financière

1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.3.1 Ensemble des concours consentis

L'encours des crédits consentis aux agents économiques réunionnais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non installés dans le département) atteint 10,3 milliards d'euros¹ au 30 juin 2004, en progression de + 8,4 % sur les douze derniers mois (contre + 7,2 % à la fin du trimestre précédent). L'offre de concours bancaires s'inscrit une nouvelle fois en sensible croissance, après la pause enregistrée au premier trimestre 2004 (baisse de -0,5% en rythme annuel) qui faisait suite à une forte croissance des encours constatée au quatrième trimestre 2003 (+ 17,3 % en rythme annuel).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel					Variations trimestrielles en glissement annuel			
Année 2001	-1,7%	1,9%	6,6%	11,5%	5,7%	5,0%	4,6%	4,5%
Année 2002	-0,1%	1,5%	5,0%	8,8%	4,9%	4,8%	4,4%	3,7%
Année 2003	2,0%	4,3%	8,6%	17,3%	4,3%	5,0%	5,9%	7,9%
Année 2004	-0,5%	8,9%			7,2%	8,4%		

Les crédits consentis aux particuliers demeurent particulièrement dynamiques au deuxième trimestre 2004 (+ 10,5 % en rythme annuel après + 7,9 % au premier trimestre 2004 et + 20,2 % au quatrième trimestre 2003). Les crédits consentis aux sociétés non financières, en recul sensible au premier trimestre 2004 (-4,9% en rythme annuel) se redressent à fin juin 2004, affichant une progression de + 10,4 % en rythme annuel sur le deuxième trimestre. Ces dernières représentent toujours la première clientèle des établissements de crédit (43,7 % du total des financements), devant les particuliers (36,3 %).

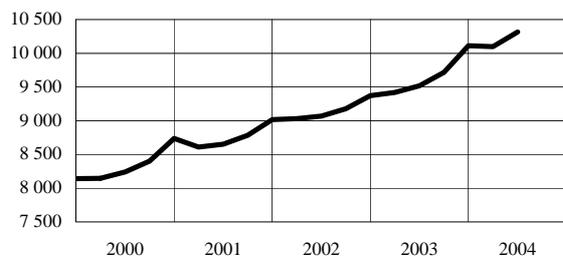
Après la baisse des encours observée au premier trimestre pour la majorité des formes de concours (à l'exception notable des crédits à l'habitat qui avaient cru de + 5,0 % en rythme annuel), le deuxième trimestre a été marqué par une reprise du dynamisme de la distribution de concours (progressions respectives en rythme annuel de + 10,2 % des crédits de trésorerie, de + 7,7 % des crédits à l'habitat et de + 2,8 % des crédits à l'équipement).

Le **risque** de place de la Réunion (créances douteuses brutes sur encours bruts des crédits) ressort à 4,8 % à fin juin 2004 (contre 4,7 % le trimestre précédent) en raison d'une progression notable de l'encours des créances douteuses brutes sur le trimestre (+ 18,8 % en rythme annuel). Il s'affiche toutefois en sensible baisse par rapport à la situation observée douze mois auparavant (5,3 % au 30 juin 2003).

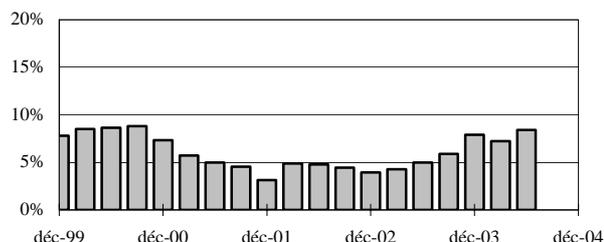
Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Non compris les crédits titrisés qui pour mémoire représentent un encours de 43 millions d'euros à fin juin 2004. La titrisation est une technique financière qui permet la transformation de créances en titres destinés à être cédés à des investisseurs. Cette opération s'effectue via un fonds commun de créances qui reçoit les paiements effectués par les emprunteurs initiaux et dont les parts négociables sont émises dans des conditions adaptées aux besoins des marchés financiers. Elle présente l'intérêt d'être à la fois une source de financement et un outil de gestion de bilan pour les établissements de crédit qui la mettent en place.

1. L'évolution financière

Concours consentis par les établissements de crédit par catégorie de crédit

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 juin 2004	1 716	131	2 590	4 696	499	587	100	10 318
Part en %	16,6%	1,3%	25,1%	45,5%	4,8%	5,7%	0,9%	100%
Au 30 juin 2003	1 520	131	2 432	4 300	503	531	102	9 518
Part en %	16,0%	1,4%	25,5%	45,2%	5,3%	5,6%	1,0%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	196	NS	158	396	-4	56	-2	800
Variation en %	12,9%	-0,2%	6,5%	9,2%	-0,8%	10,5%	-1,9%	8,4%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	110	-20	77	277	4	-15	18	452
Variation en %	7,8%	-13,1%	3,3%	6,9%	0,9%	-2,7%	21,2%	5,0%

Concours consentis par les établissements de crédit par agent économique

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	3 743	813	4 511	1 251	10 318
Part en %	36,3%	7,9%	43,7%	12,1%	100%
Au 30 juin 2003	3 331	722	4 233	1 233	9 518
Part en %	35,0%	7,6%	44,5%	12,9%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	412	91	278	18	800
Variation en %	12,4%	12,6%	6,6%	1,5%	8,4%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	248	10	213	-19	452
Variation en %	8,0%	1,4%	5,3%	-1,5%	5,0%

1. L'évolution financière

1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

L'encours des crédits consentis par les établissements de crédit locaux atteint 7,4 milliards d'euros à fin juin 2004, en progression de + 13,2 % en rythme annuel sur le deuxième trimestre, et de + 11,7 % en glissement sur douze mois. La production locale de crédits bancaires apparaît ainsi particulièrement dynamique ce trimestre avec un rythme de croissance supérieur à ceux observés ces trois dernières années et après un premier trimestre traditionnellement atone.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel					Variations trimestrielles en glissement annuel				
Année 2001	-3,8%	3,0%	9,8%	15,9%	8,0%	6,8%	6,4%	6,0%	
Année 2002	0,0%	2,3%	8,3%	14,8%	7,0%	6,8%	6,4%	6,2%	
Année 2003	-0,4%	7,7%	10,3%	23,6%	6,1%	7,5%	8,0%	10,0%	
Année 2004	1,0%	13,2%			10,3%	11,7%			

A la différence du premier trimestre 2004 qui, excepté les financements à l'habitat, avait enregistré une stabilité voire une baisse des encours de la majorité des formes de crédits, le second trimestre s'inscrit dans un climat haussier bénéficiant à toutes les catégories de crédit avec notamment des progressions en rythme annuel de + 12,9 % pour l'habitat, de +11,5 % pour les crédits d'équipement et de + 9,2 % pour les crédits de trésorerie. Les « autres crédits », qui représentent moins de 8 % de l'ensemble, enregistrent toutefois des croissances encore plus élevées (+ 30,7 % en R.A.), notamment les comptes ordinaires débiteurs (+ 61,0 % en R.A.) et le financement de l'affacturage (+ 45,5 % en R.A.).

Les crédits consentis aux particuliers affichent leur neuvième trimestre consécutif de hausse (+ 11,3 % en rythme annuel au deuxième trimestre), alimentés à la fois par la bonne tenue des crédits à l'habitat aux particuliers (+ 11,4 % en rythme annuel sur le second trimestre après + 7,7 % au trimestre précédent) et l'accélération des crédits à la consommation (+ 14,3 % en rythme annuel). Les concours aux sociétés non financières progressent également rapidement au deuxième trimestre (+ 16,3 % en R.A.) après la baisse du trimestre précédent (-7,0 % en R.A.).

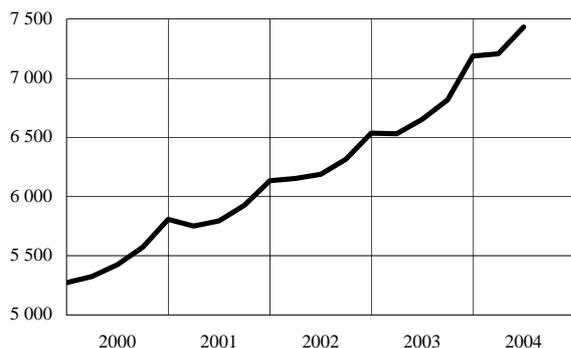
S'agissant du financement de l'habitat, il convient de signaler la poursuite de la contraction des encours des prêts d'épargne logement (- 14,5 % sur les douze derniers mois après - 7,1 % entre juin 2002 et 2003) et du ralentissement de celui des prêts à taux zéro (+ 8,5 % entre juin 2003 et 2004 après + 13,4 % entre 2002 et 2003). Dans le cas des prêts d'épargne logement, ceux-ci pâtissent de leur manque de compétitivité dans la situation actuelle de faible niveau des taux immobiliers.

En terme de **sinistralité**, le montant des créances douteuses brutes a légèrement progressé au cours du second trimestre 2004, s'établissant à 464 millions d'euros en juin 2004 contre 457 millions d'euros en décembre 2003. Elles représentent une proportion de 6,25 % des encours bruts totaux à fin juin 2004 (6,35 % en mars 2004 et 7,19 % en juin 2003).

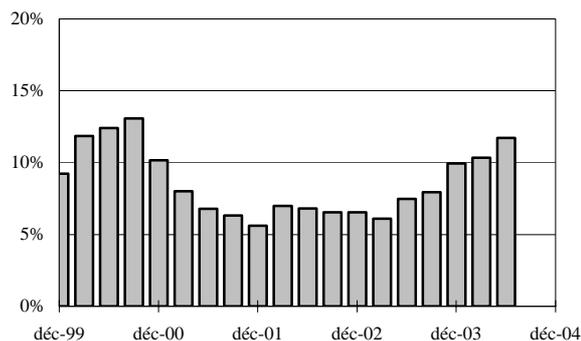
Evolution des concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

Concours consentis par les EC locaux

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégorie de crédit (EC locaux)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 juin 2004	1 662	131	1 893	2 610	464	572	100	7 432
Part en %	22,4%	1,8%	25,5%	35,1%	6,2%	7,7%	1,3%	100%
Au 30 juin 2003	1 474	131	1 711	2 246	478	510	102	6 652
Part en %	22,2%	2,0%	25,7%	33,8%	7,2%	7,7%	1,5%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	188	NS	182	364	-14	62	-2	780
Variation en %	12,8%	-0,2%	10,6%	16,2%	-2,9%	12,1%	-1,9%	11,7%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	114	-20	119	232	10	-10	18	463
Variation en %	8,4%	-13,1%	7,5%	11,5%	2,1%	-2,0%	21,2%	7,5%

Concours consentis par agent économique (EC locaux)

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	3 404	808	2 714	506	7 432
Part en %	45,8%	10,9%	36,5%	6,8%	100%
Au 30 juin 2003	3 013	718	2 451	470	6 652
Part en %	45,3%	10,8%	36,8%	7,1%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

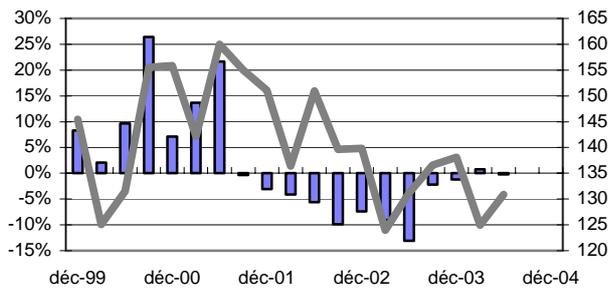
	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	391	90	263	36	780
Variation en %	13,0%	12,6%	10,7%	7,6%	11,7%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	226	11	187	38	463
Variation en %	8,1%	1,6%	8,3%	8,8%	7,5%

1. L'évolution financière

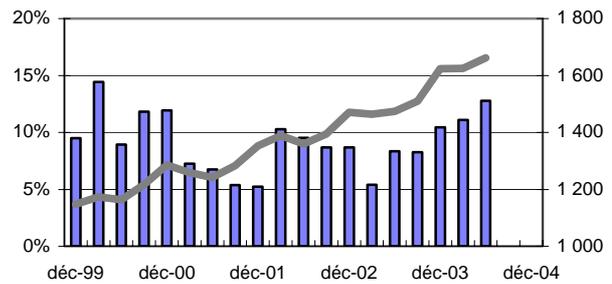
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Evolution des diverses formes de concours bancaires distribués par les établissements de crédit locaux

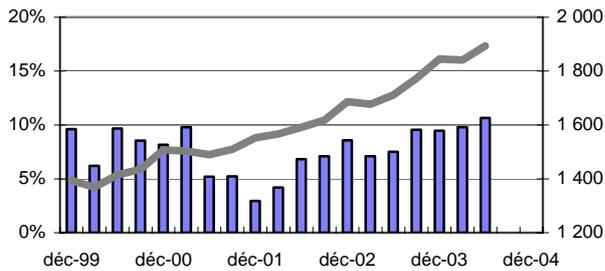
Créances commerciales



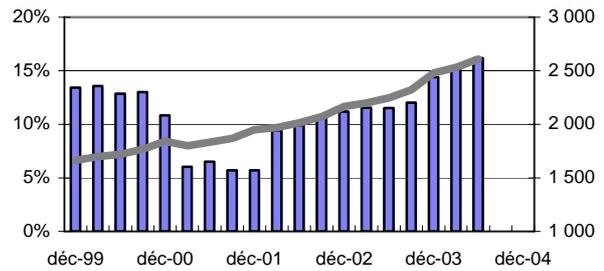
Crédits de trésorerie



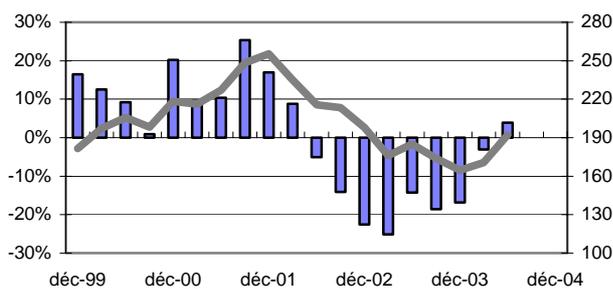
Crédits à l'équipement



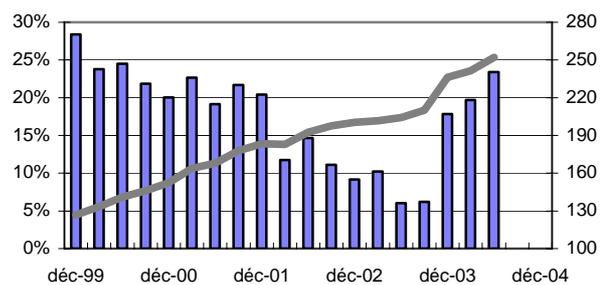
Crédits à l'habitat



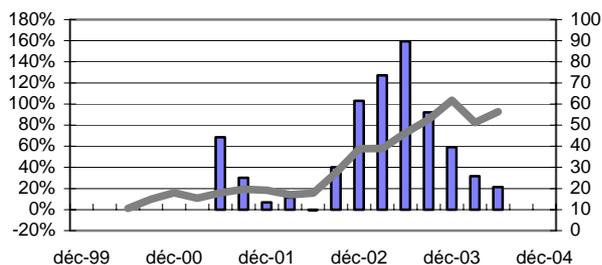
Comptes ordinaires débiteurs



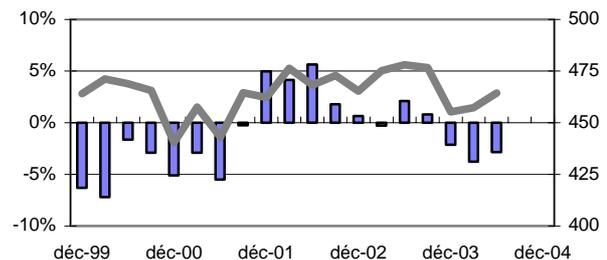
Crédit-bail



Affacturation



Créances douteuses

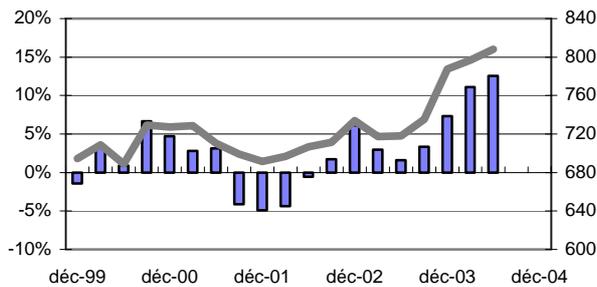


1. L'évolution financière

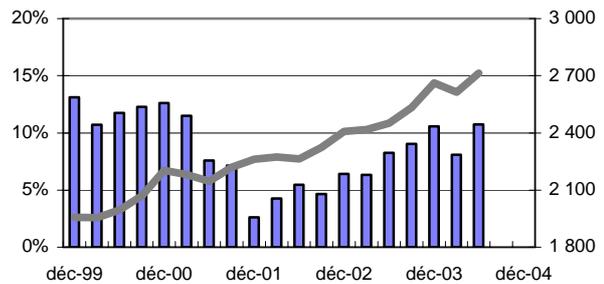
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

Evolution des concours bancaires par agents économiques distribués par les établissements de crédit locaux

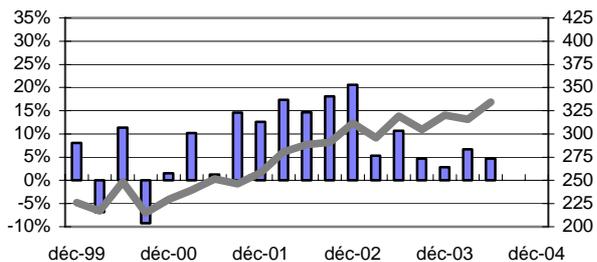
Crédits consentis aux entrepreneurs individuels



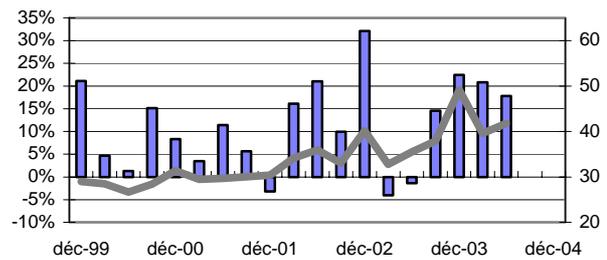
Crédits consentis aux sociétés non financières



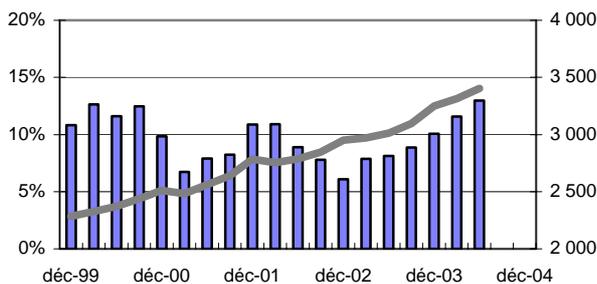
Crédits consentis aux administrations publiques



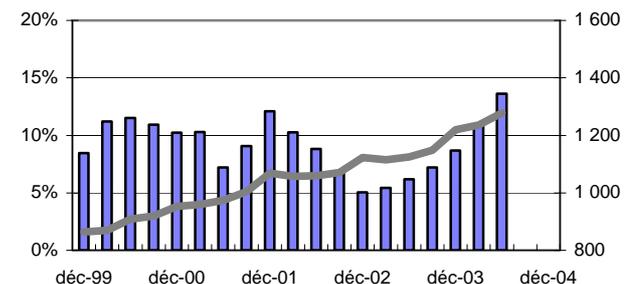
Crédits consentis aux administrations privées



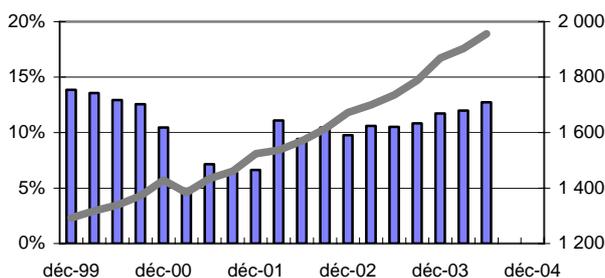
Crédits consentis aux particuliers



(dont) Crédits à la consommation des particuliers



(dont) Crédits à l'habitat des particuliers



1. L'évolution financière

1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement

Le montant **des concours accordés** aux agents résidant à la Réunion par les établissements de crédit hors zone² s'élève à 2 886 millions d'euros à fin juin 2004, en baisse de - 1,1 % en rythme annuel sur le second trimestre et en quasi stagnation sur 12 mois (+ 0,7 %). La part des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement recule ainsi fortement pour représenter 28,0 % de l'ensemble des crédits accordés à la Réunion contre 30,1 % en juin 2003 (et 31,7 % en juin 2002).

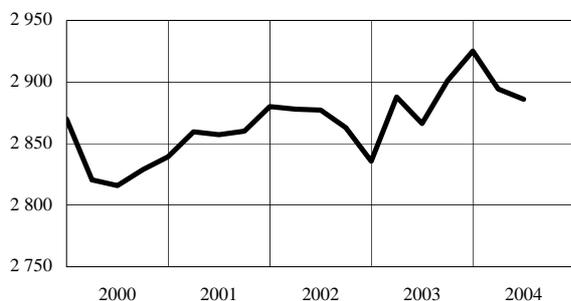
Ces concours concernent majoritairement les sociétés non financières (62,3 % des concours hors zone fin juin 2004) et les administrations publiques (24,1 %). Les interventions des établissements hors zone sont spécialisées dans le domaine de l'habitat (72,3 % des concours hors zone fin juin 2004), principalement en direction des sociétés non financières et dans les crédits à l'équipement (24,2 %), notamment en faveur des administrations publiques.

Le niveau du risque reste faible avec des créances compromises brutes représentant 1,2 % du total des concours hors zone à fin juin 2004 (0,7 % à fin mars 2004).

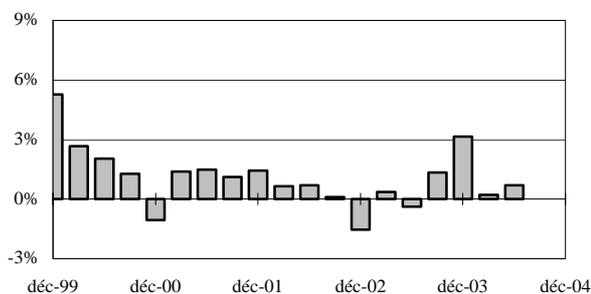
Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

Concours consentis par les EC installés hors du département

en millions d'euros

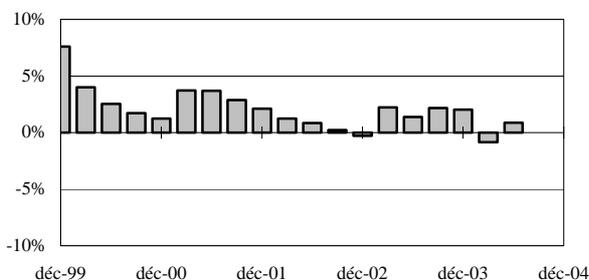


Variations trimestrielles en glissement annuel



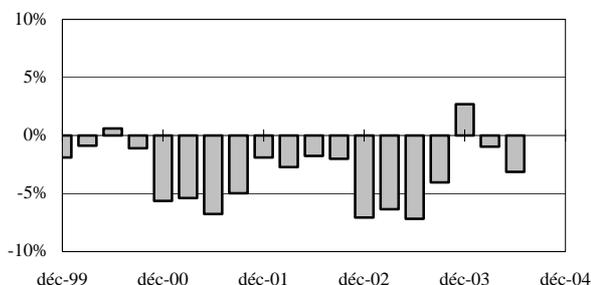
Crédits aux entreprises

Variations trimestrielles en glissement annuel



Crédits aux administrations publiques

Variations trimestrielles en glissement annuel



² Caisse des Dépôts et Consignations, Agence française de Développement, Dexia-Crédit local de France, Crédit foncier de France, Natexis-Banques populaires, Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque populaire) et Banque européenne d'investissement.

1. L'évolution financière

Concours consentis par catégorie de crédit (EC non installés localement)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 juin 2004	54	0	697	2 086	35	15	0	2 886
Part en %	1,9%	–	24,1%	72,3%	1,2%	0,5%	–	100%
Au 30 juin 2003	46	0	721	2 053	25	20	0	2 866
Part en %	1,6%	–	25,2%	71,6%	0,9%	0,7%	–	100%

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	7	–	-24	32	10	-6	–	20
Variation en %	15,9%	–	-3,4%	1,6%	40,0%	-27,7%	–	0,7%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	-4	–	-42	44	-5	-5	–	-11
Variation en %	-7,2%	–	-5,5%	2,2%	-17,7%	-18,1%	–	-0,4%

Concours consentis par agent économique (EC non installés localement)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 juin 2004	339	5	1 797	746	2 886
Part en %	11,7%	0,2%	62,3%	25,8%	100%
Au 30 juin 2003	318	4	1 782	763	2 866
Part en %	11,1%	0,1%	62,2%	26,6%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	21	1	15	-17	20
Variation en %	6,6%	17,4%	0,8%	-2,2%	0,7%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	21	-2	26	-57	-11
Variation en %	7,3%	-27,4%	1,5%	-6,9%	-0,4%

1. L'évolution financière

1.3.4 Données historiques sur les concours distribués

Par l'ensemble des établissements de crédit

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 327	1 402	1 410	1 437	1 521	1 518	1 520	1 560	1 683	1 675	1 716
(dt) Ventes à tempérament	444	502	533	535	533	537	541	545	578	596	591
(dt) Prêts personnels	479	485	476	480	492	492	505	523	548	557	581
Créances commerc.	156	151	151	140	140	124	131	137	138	125	131
Crédits à l'équip.	2 301	2 319	2 354	2 371	2 391	2 412	2 432	2 518	2 597	2 572	2 590
Crédits à l'habitat	3 780	3 950	4 023	4 089	4 203	4 254	4 300	4 384	4 554	4 610	4 696
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	118	116	116	113	110	106	103	99	94
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	65	68	70	72	74	76	78	79	80
Créances douteuses brutes	477	498	498	499	487	497	503	500	478	478	499
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	216	213	198	176	185	174	165	171	192
Crédit bail	152	183	193	198	200	202	204	210	236	241	252
Affacturage	18	19	18	27	39	39	46	53	62	51	56
Autres crédits	133	166	119	116	114	114	95	95	102	89	86
Clientèle diverse	86	91	84	87	78	82	102	88	98	89	100
Total	8 648	9 035	9 067	9 178	9 373	9 418	9 519	9 718	10 112	10 100	10 318

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 777	3 071	3 083	3 143	3 261	3 283	3 331	3 421	3 582	3 651	3 743
(dt) Consommation	995	1 112	1 103	1 114	1 166	1 158	1 168	1 192	1 265	1 281	1 324
(dt) Crédits à l'habitat	1 646	1 758	1 813	1 861	1 929	1 960	2 000	2 058	2 147	2 185	2 240
Entrepreneurs individuels	733	698	713	717	738	722	722	739	792	801	813
(dt) Exploitation	107	121	122	121	121	116	118	126	128	137	137
(dt) Investissement	227	228	220	224	230	229	214	213	217	207	220
Sociétés non financières	3 930	4 024	4 020	4 072	4 166	4 221	4 233	4 321	4 456	4 401	4 511
(dt) Exploitation	733	729	671	683	724	697	680	699	757	708	731
(dt) Investissement	1 063	1 076	1 097	1 118	1 165	1 196	1 227	1 283	1 324	1 321	1 346
(dt) Crédits à l'habitat	1 846	1 917	1 928	1 934	1 950	1 974	1 970	1 991	2 017	2 031	2 051
Sociétés d'assurance	14	29	6	6	3	2	2	3	3	14	5
Administrations privées	38	37	42	39	46	38	41	43	55	45	48
Administrations publiques	1 021	1 035	1 062	1 056	1 033	1 020	1 038	1 039	1 061	1 033	1 030
Adm. de Sécurité Sociale	49	50	56	57	47	50	50	64	65	67	68
Clientèle diverse	86	91	84	87	78	82	102	88	98	89	100
Total	8 648	9 035	9 067	9 178	9 373	9 418	9 519	9 718	10 112	10 100	10 318

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit locaux

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 285	1 353	1 360	1 394	1 470	1 464	1 474	1 510	1 624	1 626	1 662
(dt) Ventes à tempérament	431	488	518	520	518	521	525	528	561	578	573
(dt) Prêts personnels	450	455	449	453	464	464	479	496	520	530	554
Créances commerc.	156	151	151	140	140	124	131	137	138	125	131
Crédits à l'équip.	1 508	1 553	1 591	1 618	1 686	1 677	1 711	1 772	1 845	1 842	1 893
Crédits à l'habitat	1 844	1 949	2 014	2 072	2 167	2 198	2 246	2 321	2 479	2 532	2 610
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	118	116	116	113	110	106	103	99	94
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	65	68	70	72	74	76	78	79	80
Créances douteuses brutes	440	462	468	473	465	475	478	477	455	457	464
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	216	213	198	176	185	174	165	171	192
Crédit bail	152	183	193	198	200	202	204	210	236	241	252
Affacturage	18	19	18	27	39	39	46	53	62	51	56
Autres crédits	101	138	94	93	93	94	75	76	85	72	71
Clientèle diverse	86	91	84	87	78	82	102	88	98	89	100
Total	5 809	6 155	6 189	6 315	6 537	6 530	6 652	6 817	7 187	7 206	7 432

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 510	2 783	2 787	2 845	2 952	2 971	3 013	3 097	3 249	3 314	3 404
(dt) Consommation	953	1 068	1 060	1 071	1 122	1 115	1 125	1 148	1 220	1 236	1 278
(dt) Crédits à l'habitat	1 429	1 524	1 570	1 614	1 673	1 700	1 735	1 788	1 869	1 904	1 956
Entrepreneurs individuels	727	692	707	711	734	717	718	735	788	797	808
(dt) Exploitation	107	121	122	121	121	116	118	126	128	137	137
(dt) Investissement	227	227	219	223	230	229	214	213	217	207	220
Sociétés non financières	2 204	2 262	2 264	2 323	2 407	2 418	2 451	2 533	2 662	2 614	2 714
(dt) Exploitation	731	723	663	682	715	685	676	692	742	703	723
(dt) Investissement	1 034	1 054	1 076	1 095	1 134	1 142	1 177	1 237	1 281	1 275	1 307
(dt) Crédits à l'habitat	169	201	214	222	237	243	250	262	285	297	310
Sociétés d'assurance	14	29	6	6	1	1	1	1	1	12	5
Administrations privées	31	30	36	33	40	33	35	38	49	40	42
Administrations publiques	230	258	289	291	312	296	319	305	320	316	334
Adm. de Sécurité Sociale	7	10	17	18	13	13	12	20	20	25	25
Clientèle diverse	86	91	84	87	78	82	102	88	98	89	100
Total	5 809	6 155	6 189	6 315	6 537	6 530	6 652	6 817	7 187	7 206	7 432

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit non installés localement

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	42	49	50	43	51	54	46	51	59	49	54
(dt) Ventes à tempérament	13	14	15	15	15	16	16	17	18	18	18
(dt) Prêts personnels	28	30	27	27	28	27	27	27	28	27	27
Créances commerc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'équip.	793	767	763	754	706	735	721	746	752	730	697
Crédits à l'habitat	1 936	2 001	2 009	2 017	2 036	2 056	2 053	2 063	2 074	2 078	2 086
(dt) Prêts d'épargne log.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Prêts à taux zéro	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses brutes	37	36	30	26	22	22	25	23	23	20	35
Cptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédit bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres crédits	32	27	25	24	21	21	20	19	17	17	15
Total	2 839	2 880	2 877	2 863	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894	2 886

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	268	289	296	299	309	313	318	324	333	337	339
(dt) Consommation	42	44	43	43	43	43	43	44	45	45	46
(dt) Crédits à l'habitat	217	234	243	248	256	260	264	270	278	281	284
Entrepreneurs individuels	6	6	6	6	5	4	4	4	4	4	5
(dt) Exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
(dt) Investissement	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières	1 726	1 762	1 756	1 749	1 759	1 803	1 782	1 788	1 795	1 787	1 797
(dt) Exploitation	2	6	8	1	9	12	4	8	15	5	9
(dt) Investissement	29	22	22	23	31	53	49	46	43	45	39
(dt) Crédits à l'habitat	1 677	1 716	1 715	1 712	1 714	1 731	1 720	1 728	1 732	1 735	1 741
Sociétés d'assurance	0	0	0	0	2	2	2	2	2	2	0
Administrations privées	7	6	6	6	6	6	5	5	6	6	6
Administrations publiques	791	776	774	765	721	724	718	734	741	717	696
Adm. de Sécurité Sociale	42	40	39	39	34	37	37	44	45	41	44
Total	2 839	2 880	2 877	2 863	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894	2 886

1. L'évolution financière

1.4 Position extérieure nette du système bancaire local

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

Le système bancaire réunionnais, dont les ressources locales sont insuffisantes en regard du niveau des crédits octroyés, est dans l'obligation de trouver des financements extérieurs, ce qui se traduit par une **position extérieure nette structurellement déficitaire**. Le recours indirect au marché interbancaire métropolitain est de surcroît impératif pour certains établissements (les sociétés financières et les institutions financières spécialisées) qui ne peuvent légalement collecter des dépôts à vue auprès du public.

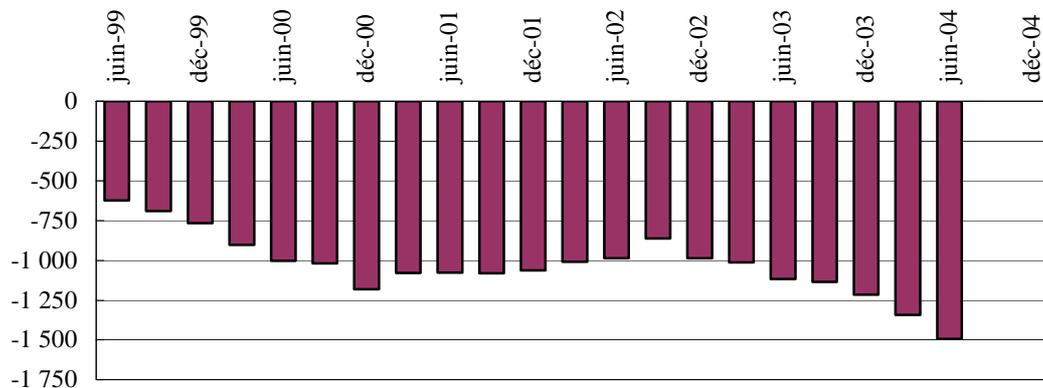
Au second trimestre 2004, la dégradation de la position extérieure nette des établissements de crédit locaux s'est poursuivie, atteignant - 1 494 millions d'€ contre - 1 343 millions d'€ au 31 mars 2004. Cette tendance à la baisse est continue depuis septembre 2002 et résulte de la progression des encours de crédits associée à celle de l'épargne boursière (OPCVM, actions et obligations). Le déficit extérieur du système bancaire local représente 20,1 % du total des concours souscrits par les agents économiques réunionnais auprès d'établissements locaux au 30/06/2004 contre 16,8 % un an plus tôt.

Avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (A)		Engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
juin-03	juin-04	juin-03	juin-04	juin-03	juin-04

En millions d'euros	1 372	1 461	2 488	2 955	-1 116	-1 494
---------------------	-------	-------	-------	-------	--------	--------

millions d'€

Position nette extérieure



2. Rappel des taux

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

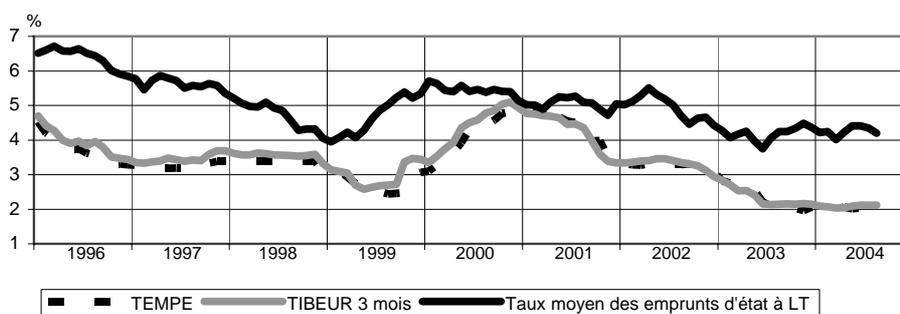
Le huit premiers mois de l'année 2004 n'ont enregistré aucune modification des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE). Ceux-ci demeurent inchangés depuis juin 2003 à 2,0 % pour le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (REPO), 3,0 % pour le taux de la facilité de prêt marginal et 1,0 % pour celui de la facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux du marché monétaire oscillent autour de 2 %. L'EONIA (taux moyen pondéré au jour le jour, déterminé par la BCE) s'établit autour de 2 % depuis le début de l'année (même s'il a progressé exceptionnellement jusqu'à 2,53% le 6 juillet 2004 du fait de conditions de liquidité restrictives). Les taux interbancaires à échéance à plus d'un mois (taux TIBEUR ou EURIBOR) sont également stables depuis le mois de juin 2004.

Les taux d'intérêt à long terme observés en Europe se sont inscrits en baisse en juillet et août 2004 pour atteindre 4,20% pour le TME (taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme). Ils demeurent légèrement inférieurs aux taux américains à long terme (écart d'environ 0,2 point).

	déc-97	déc-98	déc-99	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	juin-04	juil-04	août-04
Taux moyen pondéré en euros (TEMPE ou EONIA)	3,3750%	3,0927%	3,0635%	4,8494%	3,3752%	3,0971%	2,0558%	2,0350%	2,0610%	2,0345%
Taux interbancaire offert en euro (TIBEUR ou EURIBOR) - 3 mois	3,691%	3,323%	3,445%	4,933%	3,342%	2,942%	2,146%	2,113%	2,116%	2,114%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)	5,35%	4,05%	5,34%	5,14%	5,05%	4,43%	4,36%	4,41%	4,35%	4,20%

Evolution des principaux taux monétaires et obligataires



2.1.2 Taux de base bancaire

La baisse de 0,02 point du taux de base bancaire (TBB) pondéré des cinq banques locales observée en mars 2004, résulte uniquement de la réactualisation de la pondération, intervenant une fois par an au mois de mars. Cette pondération est calculée sur la base du total des opérations de crédits à la clientèle inscrites au bilan des établissements au 31 décembre. En réalité, le taux de référence de chaque banque est resté inchangé depuis décembre 2001. En métropole, le taux de base bancaire a suivi la même évolution et se situe à 6,60 %.

mars-97	mars-98	mars-99	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04
8,21%	8,05%	7,62%	7,10%	7,86%	7,62%	7,59%	7,59%	7,59%	7,57%	7,57%	7,57%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base des 5 banques locales (BFC-OI, BNP PARIBAS, BR, BRED-BP et CRCAMR) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines. Ce taux est appliqué aux créances légales et conventionnelles lorsque aucun autre taux n'a été fixé par écrit. Il est aussi utilisé lorsqu'un contrat stipule son application en cas de non exécution d'une obligation ou retard dans l'exécution de celle-ci (sommes dues, rééchelonnement d'échéances, condamnation d'une décision de justice, etc.). Le taux d'intérêt légal pour l'année 2004 a été fixé à 2,27 % par décret du 13 février 2004.

Année 1990	Année 1991	Année 1992	Année 1993	Année 1994	Année 1995	Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
9,36%	10,26%	9,69%	10,40%	8,40%	5,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

2.3 Taux de l'usure

La loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1^{er} août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale telle que les entrepreneurs individuels personnes physiques.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure applicable à compter de	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	janv-04	avr-04	juil-04	oct-04
Prêts immobiliers								
- Prêts à taux fixe	8,64%	9,28%	8,07%	7,59%	6,88%	6,77%	6,67%	6,56%
- Prêts à taux variable	8,07%	9,08%	8,00%	7,04%	6,40%	6,11%	5,88%	5,85%
- Prêts relais	8,99%	9,61%	8,40%	7,76%	7,12%	7,04%	6,72%	6,68%
Autres prêts								
- Prêts < ou = à 1.524 euros *	18,81%	20,83%	20,99%	21,79%	21,25%	20,85%	20,73%	20,13%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros *	16,05%	17,24%	17,20%	17,52%	16,84%	16,52%	16,64%	16,21%
- Prêts personnels et autres prêts > à 1.524 euros	11,23%	11,85%	10,92%	10,63%	9,96%	9,60%	9,07%	9,12%

* Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

2.3.2 Crédits aux entreprises sans personnalité morale

Seuils de l'usure	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	janv-04	avr-04	juil-04	oct-04
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,40%	10,35%	9,81%	9,29%	8,72%	8,33%	8,40%	8,55%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,48%	8,48%	7,45%	7,20%	6,49%	6,33%	6,00%	6,08%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,05%	8,88%	8,15%	7,68%	6,79%	6,48%	6,41%	6,47%
- Découverts en compte (Y compris personnes morales) *	12,59%	12,92%	12,45%	11,55%	11,19%	10,85%	10,73%	11,27%
- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	9,91%	10,53%	10,59%	9,36%	8,73%	8,67%	7,73%	8,20%

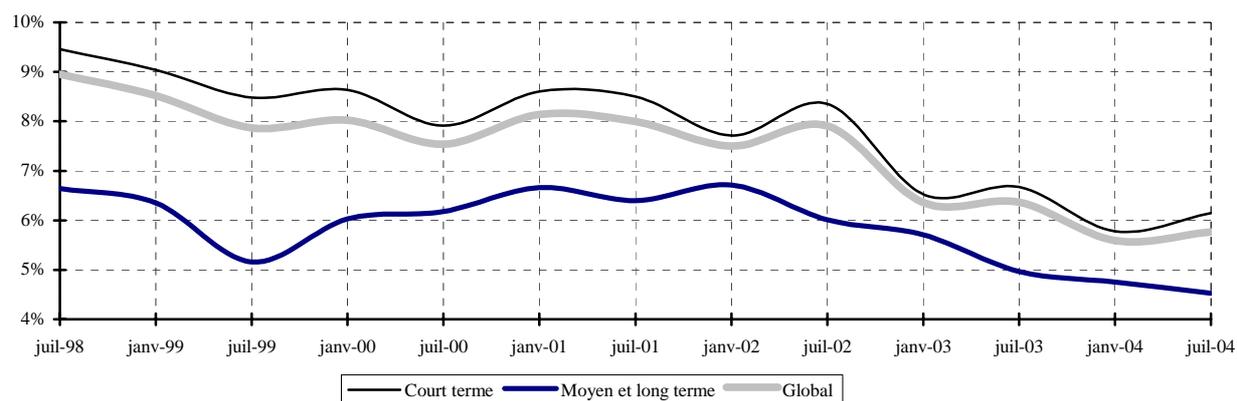
* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois (P.F.D.M.).

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises¹

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises dans le département fait ressortir une légère augmentation des conditions débitrices moyennes appliquées par les établissements bancaires réunionnais sur le deuxième semestre de l'année 2004.

Evolution du coût du crédit aux entreprises



Le taux moyen pondéré global de l'ensemble des crédits octroyés aux entreprises à la Réunion a légèrement progressé (+ 0,17 point) entre juillet 2004 et janvier 2004 pour atteindre 5,76 % contre 5,59 % en janvier 2004. Sur un an, il reste en diminution sensible de - 0,6 point (6,36 % en juillet 2003).

	janv-00	juil-00	janv-01	juil-01	janv-02	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04
Taux moyen pondéré global	8,02%	7,54%	8,14%	8,00%	7,50%	7,91%	6,36%	6,36%	5,59%	5,76%

Ce renchérissement des conditions débitrices touche plus particulièrement les concours à court terme, dont le taux moyen pondéré progresse de 0,37 point entre janvier 2004 et juillet 2004 (contre une baisse de 0,89 point enregistré au semestre précédent) pour atteindre 6,15 % au mois de juillet 2004. Alors que les taux appliqués aux opérations d'escompte commercial se réduisent de 0,27 point sur la période, les taux appliqués aux découverts et aux autres crédits à court terme augmentent respectivement de 0,81 point et de 0,79 point.

Inversement, le taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme diminue pour sa part légèrement (- 0,22 point entre juillet 2004 et janvier 2004 après - 0,21 point le semestre précédent) pour atteindre 4,53 % en juillet 2004 (contre 4,75 % en janvier 2004).

En métropole, l'évolution des conditions débitrices à fin avril 2004, date de la dernière enquête de la Banque de France, fait ressortir une légère augmentation par rapport à janvier 2004, à l'exception de l'escompte commercial. Les taux moyens observés pour les différentes catégories de crédits à court terme s'établissent en moyenne à 3,68 % pour l'escompte commercial, 3,90 % pour les découverts, 3,21 % pour les autres crédits à court terme et 3,45 % pour les crédits à moyen et long terme.

¹ Enquête semestrielle menée par l'IEDOM auprès des cinq banques locales (Bfcoi, Bnp Paribas, Br, Bred-Bp et Crcamr)

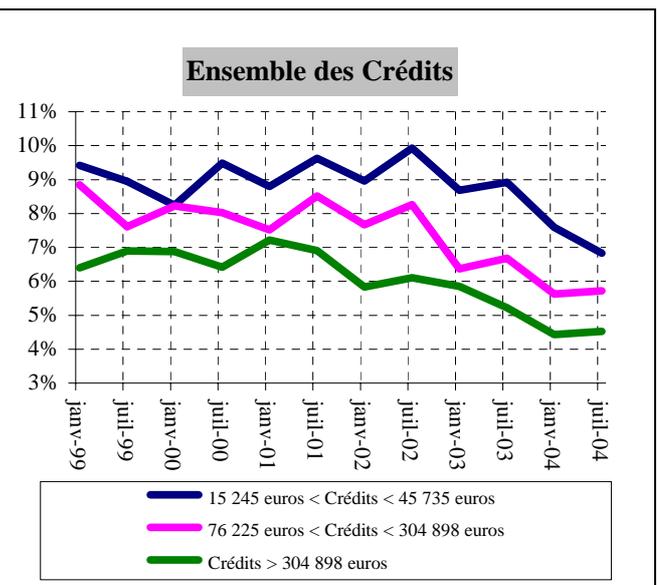
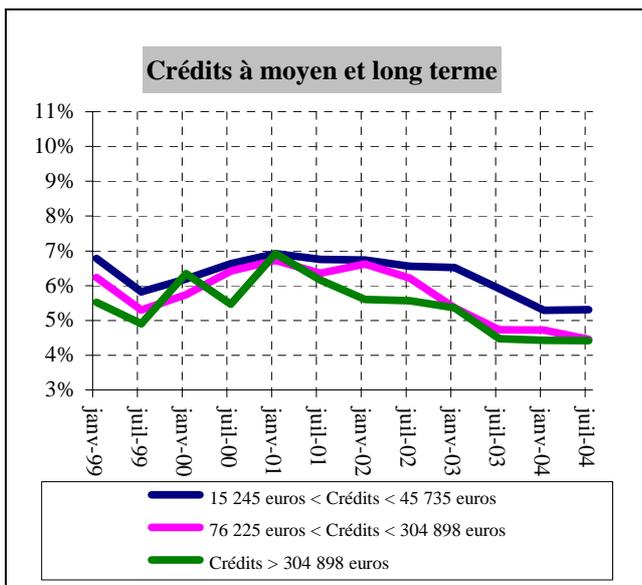
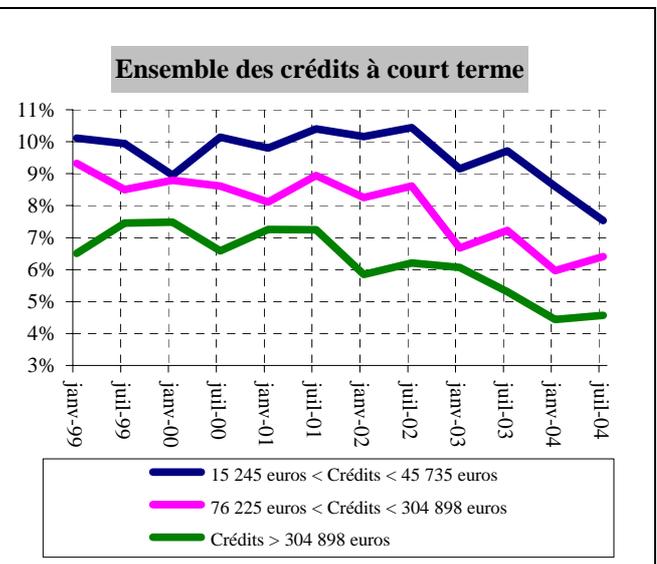
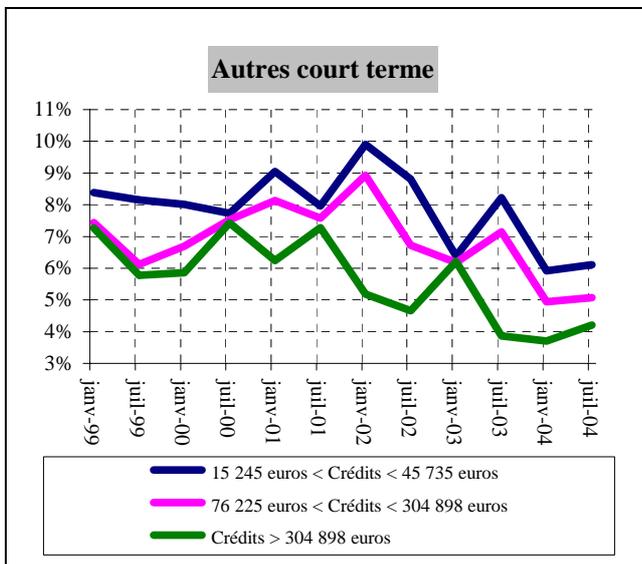
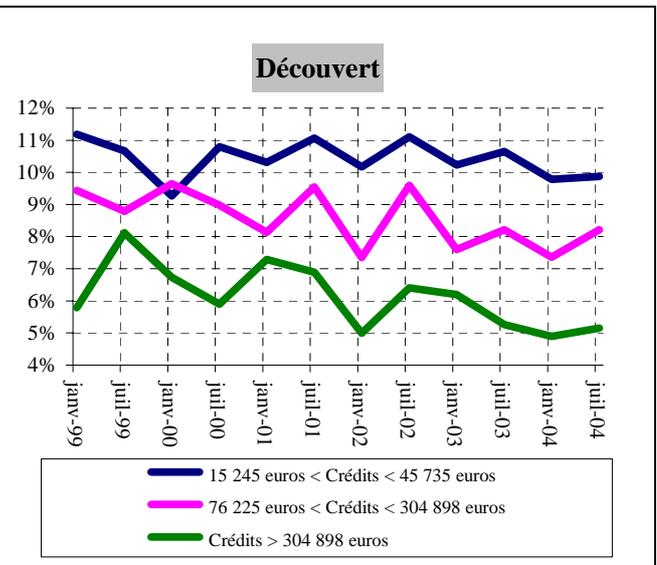
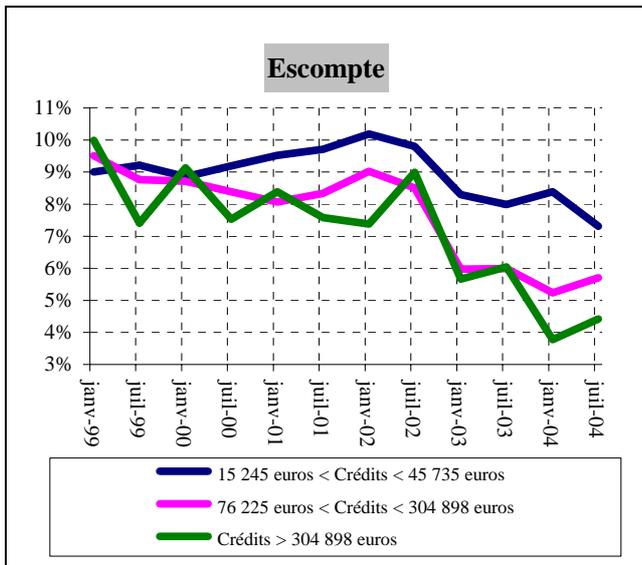
Taux moyens	07-00	01-01	07-01	01-02	07-02	01-03	07-03	01-04	07-04
Escompte									
. Réunion	8,06	8,76	8,39	7,90	9,39	6,40	6,34	5,58	5,30
. Métropole	5,90	6,13	5,90	5,14	5,11	4,82	4,14	4,18	3,68
<i>Ecart</i>	2,16	2,63	2,49	2,76	4,28	1,58	2,20	1,40	1,62
Découvert									
. Réunion	7,91	9,03	8,92	8,22	8,59	6,65	7,12	6,22	7,03
. Métropole	6,38	6,15	5,90	4,94	5,29	4,84	4,21	3,53	3,90
<i>Ecart</i>	1,53	2,88	3,02	3,28	3,30	1,81	2,91	2,69	3,13
Autres crédits à court terme									
. Réunion	7,48	7,05	7,48	5,94	6,15	6,32	5,37	4,23	5,02
. Métropole	5,15	5,33	5,22	4,11	4,11	3,88	3,44	3,17	3,21
<i>Ecart</i>	2,33	1,72	2,26	1,83	2,04	2,44	1,93	1,06	1,81
Crédits à moyen et long terme									
. Réunion	6,18	6,66	6,40	6,71	6,01	5,71	4,96	4,75	4,53
. Métropole	5,61	5,83	5,63	5,12	4,99	4,65	4,19	3,42	3,45
<i>Ecart</i>	0,57	0,83	0,77	1,59	1,02	1,06	0,77	1,33	1,08

Nota : Les derniers taux moyens disponibles pour la métropole (source Banque de France) correspondent à l'enquête d'avril 2004.

Les écarts de taux avec la métropole se sont accentués pour les crédits à court terme, notamment les découverts (écart de 3,13 points) et les autres crédits à court terme (écart de 1,81 point). En revanche, pour les crédits à moyen et long terme, le différentiel de taux avec la métropole s'est réduit pour atteindre 1,08 point en juillet 2004 contre 1,33 point en janvier 2004. Toutefois, l'interprétation de ces écarts doit être nuancée car le montant moyen des concours qui composent l'échantillon étudié par la Banque de France est logiquement supérieur à celui de l'échantillon IEDOM, le tissu économique métropolitain comptant des entreprises de plus grande taille. En effet, la sensibilité des taux d'intérêts au montant est forte, avec des différences de plus de 3 points entre les crédits de moins de 15 000 euros et ceux de plus de 300 000 euros.

	Par tranches de montant en euros					Global (taux moyen)
	< 15 245	> 15 245 et < 45 735	> 45 735 et < 76 225	> 76 225 et < 304 898	> 304 898	
Escompte						
Taux moyen	6,80%	7,31%	7,02%	5,71%	4,42%	5,30%
minimum	3,42%	3,67%	2,52%	2,49%	2,52%	
maximum	8,67%	10,56%	8,67%	7,73%	7,73%	
Découvert						
Taux moyen	10,13%	9,87%	9,26%	8,21%	5,16%	7,03%
minimum	5,61%	3,62%	3,87%	3,61%	3,79%	
maximum	10,70%	10,70%	10,56%	10,70%	8,40%	
Autres court terme						
Taux moyen	6,86%	6,11%	5,62%	5,07%	4,21%	5,02%
minimum	2,67%	3,05%	2,86%	3,02%	3,06%	
maximum	10,73%	10,73%	10,73%	10,73%	6,73%	
Moyen et long terme						
Taux moyen	5,45%	5,30%	4,85%	4,46%	4,42%	4,53%
minimum	2,34%	2,30%	2,11%	2,85%	2,38%	
maximum	9,72%	7,79%	6,41%	6,08%	6,42%	
Taux global						
Taux moyen	7,83%	6,83%	6,91%	5,72%	4,53%	5,76%
minimum	2,34%	2,30%	2,11%	2,49%	2,38%	
maximum	10,73%	10,73%	10,73%	10,73%	8,40%	

L'analyse des taux moyens pratiqués en fonction des tranches de montant des crédits accordés fait apparaître une évolution à la baisse pour les crédits de faibles montants. Les conditions débitrices pratiquées par l'ensemble des établissements de crédit diminuent ainsi de 0,6 à 0,7 point pour les concours de montants inférieurs à 76.225 euros tandis qu'elles progressent très légèrement (+ 0,09 point) pour les concours d'un montant supérieur.



3. Monnaie Fiduciaire

3. Monnaie Fiduciaire

3.1 Emission de billets euros

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine, dans le cadre du système européen de banques centrales depuis le passage à l'euro fiduciaire du 1^{er} janvier 2002.

Au 31 août 2004, l'émission nette cumulée de billets euros à la Réunion s'élève à 15,3 millions de billets (contre 15,0 millions de billets émis à fin décembre 2003), représentant une valeur totale de 845 millions d'€ (754 millions d'€ à fin décembre 2003), toutes coupures confondues. Les huit premiers mois de l'année 2004 ont été marqués par un recul du volume en circulation pour les petites coupures, à savoir les 20 € (- 13,8 % par rapport à décembre 2003), les 10 € (- 10,4 %) et les 5 € (- 2,9 %), compensée par la hausse des volumes émis pour les coupures de 50 € (+ 14,7 % par rapport à décembre 2003), de 100 € (+ 18,6 %), de 200 € (+ 12,0 %) et de 500 € (+ 16,3 %).

La coupure de 50 euros demeure la plus répandue (33,3 % du nombre total en août 2004 contre 22,6 % en septembre 2002 et 18,1 % à la mise en circulation de l'euro) devant la coupure de 20 euros (23,6 % en août 2004 contre 35,5 % en septembre 2002 et 40,6 % en janvier 2002). En valeur, la coupure de 100 euros représente 34,8 % de la masse fiduciaire en billets, contre 29,9 % en septembre 2002 et 18,0 % seulement en janvier 2002.

Emissions nettes cumulées de billets (*)
en millions d'euros



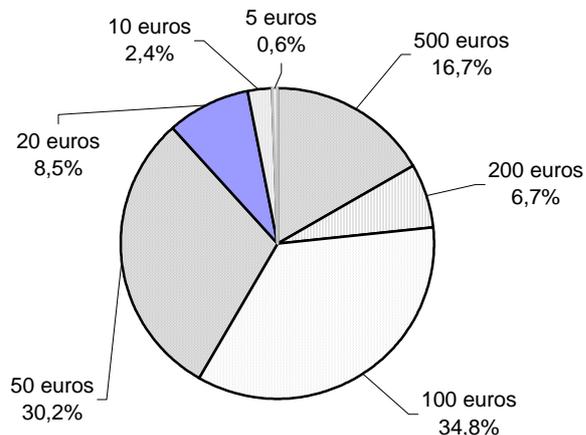
Emissions nettes cumulées de billets
en milliers d'unités



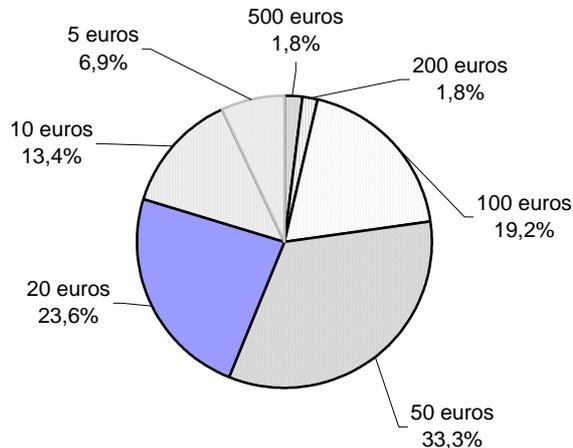
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin avril 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité



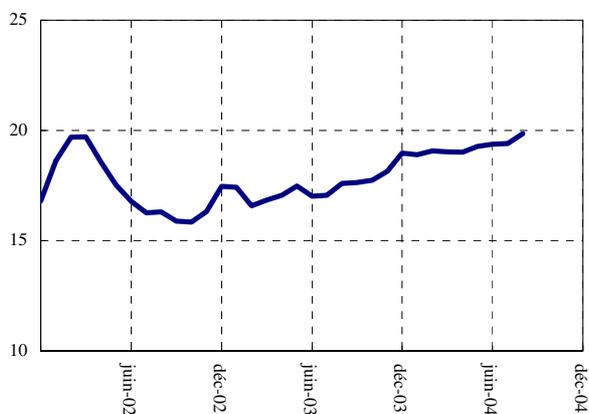
3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

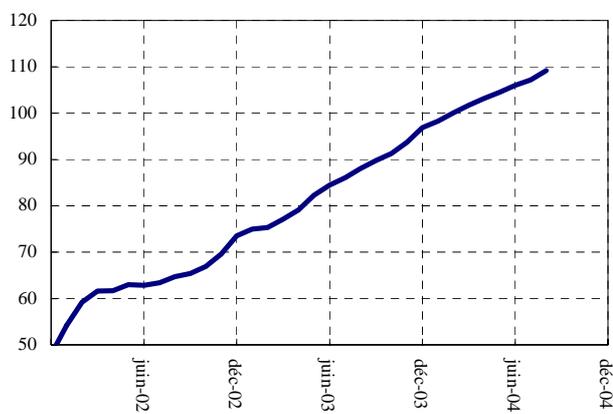
L'émission de **pièces métalliques en euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public.

A fin août 2004, l'émission nette de pièces euros s'élève à 109 millions d'unités pour une valeur de 19,9 millions d'€ Concernant la répartition des pièces par coupure, il convient de noter la forte proportion de pièces de 1 et 2 centimes (53,5 % du nombre total en août 2004 contre 45,8 % en septembre 2002), dont le taux de retour est d'ailleurs pratiquement nul. La pièce de 2 euros représente pour sa part 41,9 % des émissions nettes en valeur (42,8 % en septembre 2002).

Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'euros



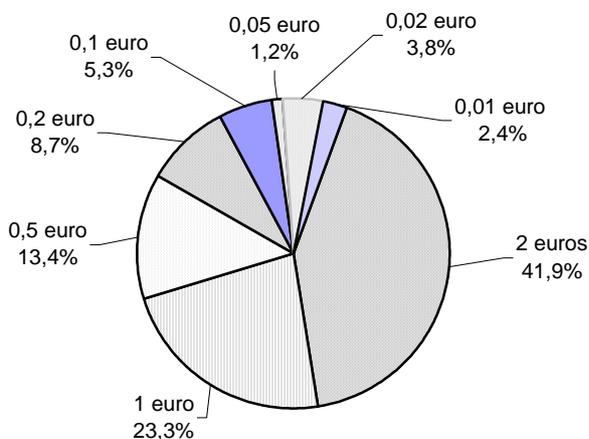
Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'unités



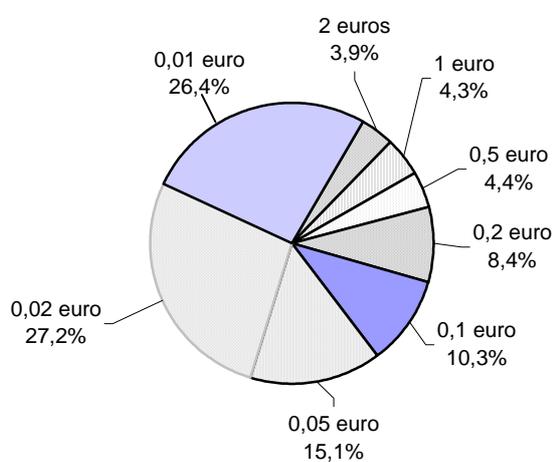
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin décembre 2003

Répartition en valeur



Répartition par quantité



Liste des publications

	Prix €
A. Publications périodiques	
- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les études sectorielles

- Le système productif dans les DOM 2000-2001	8,00
- Le BTP et le commerce dans les DOM 2000-2001	8,00

C. Les notes expresses

N° 17 – Impact de l'Euro sur l'activité des changeurs manuels en Martinique	Gratuit
N° 16 - Le crédit aux entreprises et collectivités à la Réunion en 2003	Gratuit
N° 15 - Le marché automobile à la Guadeloupe	Gratuit
N° 14 - Les crédits accordés aux sociétés non financières à la Martinique de 1996 à 2002	Gratuit
N° 13 - 1993-2002: 10 ans de financement bancaire des entreprises en Guyane	Gratuit
N° 12 - Impact passage à l'euro sur l'activité des changeurs manuels en Guyane	Gratuit
N° 11 - La filière rizicole de Guyane	Gratuit
N° 10 - Incidents de paiement sur chèques, sur crédits aux entreprises et droit au compte	Gratuit
N° 09 - La répartition des encours de crédits déclarés dans les Départements et Collectivités territoriales d'Outre-Mer	Gratuit
N° 08 - Le secteur automobile à la Martinique	Gratuit
N° 07 - Les entreprises du secteur du BTP à Mayotte	Gratuit

D. Les Notes de l'Institut d'émission

<i>Parution</i>	<i>Intitulé</i>	
06/2004	Le secteur du rhum à la Martinique	8,00
01/2004	Le tourisme à la Réunion	8,00
12/2003	Les relations commerciales économiques et financières des DOM avec leur environnement régional	8,00
09/2003	Les conditions d'exploitation de l'activité bancaire. Le coût du crédit aux entreprises dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	L'activité bancaire dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	Le coût du crédit et les résultats des établissements de crédit dans les DOM à fin 2001	8,00
09/2003	La coopération régionale à la Réunion - Enjeux économiques et réalité	8,00
03/2003	Etude comparative des délais de paiement et du crédit inter-entreprises dans les DOM et en métropole	8,00
12/2002	Le tourisme en Guadeloupe – Etat des lieux et enjeux économiques	8,00

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@reunion-iedom.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

- Dépôt légal : n° 120 – Septembre 2004 -

Directeur de la publication : **A. VIENNEY**
Responsable de la rédaction : **H. DOGNIN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 13 octobre 2004